

A P A V R E T É E R T E

PAUVRETÉ



CONVERGENCE

MENSUEL DE LA SOLIDARITÉ ÉDITÉ PAR LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS • octobre 2011 n°318. 6 euros

Sondage IPSOS/SPF p. 36

85% des Français
redoutent la pauvreté
pour leurs enfants
et 52% agissent pour
la solidarité mondiale.



David Paul Carr

Un monde
en lutte
pour se nourrir



La solidarité est l'avenir du monde

Se nourrir décemment est toujours un combat. Dans la corne de l'Afrique, des millions de personnes sont menacées par la famine. En Europe, les plus démunis risquent d'être privés d'aide alimentaire dès l'an prochain. **Le Secours populaire ne se résigne jamais face aux injustices, en France comme dans le reste du monde.** Vous découvrirez dans ce numéro que les bénévoles du SPF apportent la solidarité en n'importe quel point de la planète où un drame survient. Une solidarité d'égal à égal, humaine et chaleureuse. De la Mauritanie à la Russie, de la Thaïlande au Salvador, les reportages que nous publions sont autant d'appels à s'engager pour que le monde devienne un peu plus humain. Le Secours populaire a besoin de vous.

1



Julien Lauprêtre, président du Secours populaire.

Stéphane Hessel était invité par le Secours populaire au Salon du livre d'Arras, le 1^{er} mai dernier. Il a témoigné par écrit de son soutien et de la nécessité de résister.

2

« Parmi les instances qui portent les valeurs de la Résistance dans un monde trop souvent insoucieux de l'impact qu'elles ont sur notre vie sociale, le Secours populaire occupe une place privilégiée. Son action se situe au cœur des membres les moins privilégiés de notre société, dont il connaît les problèmes et dont il lui incombe de soutenir les revendications légitimes trop souvent ignorées par les pouvoirs publics. Créatrice, jadis, de ces revendications, la Résistance, s'exprimant par la voie de son Conseil national réuni clandestinement à Paris en 1943 par Jean Moulin, nous laisse une obligation à laquelle nul ne peut se soustraire : celle d'œuvrer à la promotion d'une société dont nous pouvons être fiers, une société de liberté et de justice. »

Stéphane Hessel, 22 avril 2011, résistant français, auteur du célèbre livre *Indignez-vous!* paru en 2010.



SURVIVRE

L'humanité produit assez pour se nourrir, mais la faim ne recule pas. La solidarité peut réduire l'injustice.

baromètre IPSOS/SPF

Précarité, faim et action ^{36 > 43}

SOMMAIRE 3

De plus en plus de Français souffrent de la pauvreté ou la craignent. Cela ne les empêche pas de soutenir concrètement les populations confrontées à la faim dans le monde, même s'ils jugent, paradoxalement, que leur action a peu d'influence.

Mali, Europe, Chine, Thaïlande, Salvador, bénévoles du monde, séminaire ^{46 > 107}



action

SURVIVRE

← Depuis 2010, la situation des habitants de Ghassem s'est sensiblement améliorée. L'Association des femmes chefs de famille (AFCF) et le SPF de Pontault-Combault, en Seine-et-Marne, apportent une aide aux 20 familles du village qui compte 72 enfants.

En Mauritanie, la loi punit désormais l'asservissement. réfugiés dans les villages d'Akaba, Levrewa et Ghassem, rien à manger et beaucoup d'enfants et d'anciens sont

Depuis 2007, d'anciens esclaves se sont près de Nouakchott. Ces familles n'avaient morts de faim. *Reportage Éric Prinvault*



← Arrivée à Ghassrem, en 2008, la communauté haratine (anciens esclaves) a vécu près de deux ans sur le sable et sous les arbres. Huit personnes sont mortes faute d'aliments et de soins.

7



← À Levrewa, avec l'aide de l'AFCF et du SPF, les habitants ont développé de petites activités économiques. Avec les bénéfices, ils ont construit des maisons en dur.

← ← L'eau potable n'arrive pas à Ghassrem. Il faut marcher 800 mètres dans les dunes pour se ravitailler chez un voisin qui la cède gratuitement. Les enfants portent de 5 à 10 litres.

↓ « C'est une
torture d'être
aveugle et
de survivre
la faim au
ventre! »
Mohamed,
71 ans, Akaba.



On rencontre très peu d'hommes dans ces villages. Ils sont partis en ville pour chercher du travail, gardent des troupeaux pour des Maures ou bien ont abandonné leur famille.

→→ Pour la première fois, depuis octobre 2010, les enfants de Ghassrem peuvent aller à l'école. Cependant, l'extrême pauvreté fait de la scolarisation un problème secondaire pour bien des familles.



→ Djembté a 32 ans et 5 enfants. Elle a été abandonnée par son mari. Elle souffre terriblement des suites d'une plaie du pied infectée et non soignée.



← La nourriture est un problème quotidien à Ghassrem et Akaba: bouillie de blé le matin, riz au déjeuner, pâtes ou semoule le soir.



← En 2008, Meriem, 3 ans, a été sauvée de la malnutrition grâce au lait des chèvres achetées par le SPF. Ses deux frères jumeaux sont décédés à l'âge d'une semaine.



← ← Aminétou Mint El Moctar, présidente de l'AFCF, se rend souvent dans les villages. À Levrewa, la construction du four à pain a été financée par le SPF.



HAÏTI

12

Terre de misère

À la campagne, malgré leurs efforts, les paysans peinent à bien se nourrir. En ville, l'aide alimentaire reste indispensable. Le séisme de 2010 n'a pas abattu le courage des Haïtiens : la volonté de vivre mieux est toujours forte.

Campagnes et bidonvilles face au chaos post-séisme

Michel Janthyl ne sait plus quoi faire. « Ces petits ont faim ! », s'alarme le directeur de l'école Mixité de la fraternité située en plein cœur de Cité-Soleil, plus grand bidonville des Caraïbes avec ses 300 000 habitants, dans l'agglomération de Port-au-Prince. Le problème ne date pas du terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010. Le sujet du grand roman haïtien « ne peut être que la faim », constate Dany Laferrière dans son livre *L'Énigme du retour*, qui précise : « On ne parle pas d'avoir faim parce qu'on n'a pas mangé depuis un moment. On parle de quelqu'un qui n'a jamais mangé à sa faim de tout temps, ou juste assez pour survivre et en être obsédé. »

En Haïti, la majorité de la population ne peut s'offrir plus d'un repas par jour. Parfois moins et souvent maigre. La catastrophe a aggravé la situation. Les aides internationales, qui maintenaient un tant soit peu des conditions de vie décentes à Cité-Soleil, se concentrent désormais sur les camps de réfugiés. L'école Mixité

de la fraternité, que l'on rejoint par un dédale de constructions anarchiques aux couloirs étroits, recevait auparavant l'appui du Programme alimentaire mondial (Pam) pour faire fonctionner la cantine. Dans cet établissement, monté en 1993 grâce à l'association Enfants-Soleil, partenaire du Secours populaire de Côte-d'Or, les enfants recevaient au moins un repas par jour. « Depuis le tremblement de terre, le Pam n'a plus rien donné ici, explique Michel Janthyl. Ils ne répondent même plus au téléphone. Les enfants aiment venir à l'école. Mais ventre affamé n'a pas d'oreille, dit-on. Parfois, ils ont du mal à suivre. »

Plus de mille camps de sinistrés

Port-au-Prince comptait plus de 350 bidonvilles où s'entassaient 1 800 000 personnes, pour autant qu'un tel recensement puisse être fiable. Certains se sont totalement effondrés lors du séisme.



→ Près de deux ans après le séisme, des centaines de milliers de sinistrés haïtiens vivent toujours sous des tentes. Les abris de fortune s'ajoutent aux bidonvilles à Port-au-Prince.

→ Au cœur de l'immense bidonville de Cité-Soleil, Michel Janthyl, directeur d'école, avec peu de moyens, lutte pour la scolarité d'enfants fragilisés par la faim.



Aliments trop chers

Dans un rapport de 2011, le Réseau international de système d'alerte précoce contre la famine et l'organisme haïtien CNSA (Coordination nationale de la sécurité alimentaire) expliquent que le séisme de janvier 2010, l'ouragan Tomas et l'épidémie de choléra ont affecté la sécurité alimentaire en Haïti. Le prix des denrées a flambé : + 15 à 20% par rapport à 2009. Dans la vallée de l'Artibonite, productrice de riz, le choléra a fait chuter l'offre de main-d'œuvre de 30% et donc la récolte de 10 à 15%.

«Ceux qui ont résisté, désertés juste après les secousses, ont vu leurs habitants revenir peu à peu, faute d'autre lieu où s'installer. Mais dans un contexte de «post-urgence» qui s'éternise au-delà du raisonnable, nombreux sont ceux qui délaissent les bidonvilles pour se rendre dans l'un des 1 100 camps qui accueillent des personnes sinistrées, où ils pensent avoir plus de chance que l'on se préoccupe de leur sort. Au-delà du risque que représente la fragilisation de leurs habitations en dur, cette hémorragie s'explique surtout par la perspective paradoxale de meilleures conditions de vie : si la vie est loin d'être luxueuse dans les camps, on y dispose au moins de points d'eau et de toilettes... À Bel-Air, la famille Monnay vit dans une tente qui n'excède pas 10 m² de surface. La bicoque faite de bâches bleues et d'une charpente de bouts de bois branlants abrite la petite Blandine, un an et demi, et sa sœur Stéphanie, 7 ans, amputée d'une jambe depuis le tremblement de terre, ainsi que leurs cousins Fara, Mardsyn et Freddy Daisy qui eux ont perdu leurs parents. Sept personnes vivent dans cet espace étriqué depuis plus d'un an. «On vit au

jour le jour. J'emprunte à des amis de temps en temps», explique la maman de Stéphanie. Un quotidien fait d'incertitudes et de conditions de vie indigentes, sur fond d'un paysage urbain qui n'a pas beaucoup évolué. Les amas de gravats ou les ruines en équilibre sont toujours là. Quelques fragiles habitations reconstruites s'élèvent, parpaings nus assemblés par les habitants eux-mêmes. Néanmoins, 80% de ceux qui avaient tenté, après le séisme, de retourner vivre à la campagne, dans leur région d'origine, ont fini par revenir en ville où, malgré tout, on s'en sort mieux.

Absence de réforme agraire

À La Chapelle, à quelques pas de Hinche, sur le Plateau central, Vitesse Xavier a la chance d'être propriétaire de ses terres. Pourtant, comme la plupart des paysans, en fin de saison sèche, il vit à la limite de la misère avec sa femme et leurs quatre enfants. Tout est désespérément aride. La terre des parcelles, pourtant riche,

ressemble à du sable. «On se prive pour acheter des semences. Mais il arrive souvent que les plantations périclitent, par manque ou excès d'eau.» Il montre un épi desséché. «Tout le maïs est cuit, le pois congo ne repartira peut-être pas, les bananiers non plus...» Il a dû couper six arbres, dont un manguier, pour les vendre aux charbonniers. Pour survivre, il n'y a souvent pas d'autre solution que de migrer. Le grand exode rural a commencé dans la décennie 1980. Le confort et les facilités de la ville ont alors fait rêver qu'il était possible de sortir de l'aliénation du travail de la terre. Haïti n'a jamais connu de réforme agraire; le cadastre et les actes de propriété sont quasi inexistant, et l'agriculture reste un problème complexe. «La terre appartient principalement à trois entités : l'État, l'Église et les «grands dons», résultats d'une répartition d'origine qui a favorisé l'élite, explique Accène Joachim, ingénieur agronome du Mouvement des paysans Papaye (MPP), tête de pont des revendications pour une réforme agraire en Haïti, situé près de Hinche. C'est le système des «moitiés» qui règne ici, un métayage où le propriétaire

24%
C'est le taux de malnutrition chronique en Haïti, selon l'Unicef. Par ailleurs, 17% des enfants souffriraient d'insuffisance pondérale et 23% de retard de croissance.

Un groupement paysan pour sortir le village des Orangers de la précarité

Le village des Orangers, près de Jacmel, au sud-ouest de Port-au-Prince, ressemble à beaucoup d'autres bourgades rurales haïtiennes. Les habitants de la commune, des paysans, sont environ 15 000, dispersés sur 225 kilomètres carrés. Ils vivent chichement d'une petite agriculture vivrière, d'élevage ou de culture (café, canne à sucre, fruits, légumes, racines, pois...). Par manque de ressources, le problème de l'irrigation n'a jamais été résolu. Les agriculteurs sont tributaires

des conditions climatiques et n'ont que peu de temps, entre l'après-saison sèche et la violente saison des pluies, pour planter et récolter. Mais, les paysans s'organisent. En février 2006, huit personnes ont créé le Gwoupman peyizan konsekan zoranje (GPKZ). Ce groupement paysan, présidé par Monique Robert, a pour but de développer la région. Majoritairement féminin, il compte aujourd'hui 285 familles. Néanmoins, les seules ressources dont il dispose sont les contributions des

membres, trop faibles pour un quelconque investissement. Lors de sa mission de février 2010, la délégation du Secours populaire de Haute-Vienne a rencontré Alain Moïse, le coordinateur. Grâce à l'aide de l'association, le GPKZ a d'ores et déjà pu faire un premier pas vers la modernisation de ses outils agricoles en s'équipant d'un moulin à maïs pour la communauté. La construction de quatre poulaillers et la création d'un magasin communautaire sont aussi envisagées. |

fait cultiver une partie de sa terre par un paysan qui pourra garder une fraction de la production. Les agriculteurs louent aussi des parcelles, souvent pour une courte durée, de deux à quatre ans... Ils ne s'investissent donc guère dans la production.»

Les forêts ont disparu

Les caprices climatiques ajoutent à l'extrême précarité de la condition paysanne. Car sur la plupart des petits lopins vivriers, les cultivateurs dépendent intégralement du régime des pluies. Or, «chaque année, la saison humide se décale un peu, en avance ou en retard. Si les paysans plantent trop tôt ou trop tard, ils risquent de tout perdre», explique Fernand Emmanuel, vice-président d'Enfants-Soleil Haïti, commentant l'expérience de ses frères restés à Savane-la Boue, petit village proche de Hinche. Et puis, il y a les sécheresses, les ouragans, et la dégradation dramatique de l'environnement par la déforestation, qui amplifie encore le déficit en eau et l'érosion des sols. «En 1920, il y avait 60% de couverture végé-

tale dans le pays», retrace le frère Armand de la congrégation des Petits Frères et Sœurs de l'Incarnation, une figure nationale, qui, en 25 ans, a transformé Pendiassou, près de Hinche, en une terre d'abondance. «En 1950, il n'y en avait plus que 20%, maintenant, nous n'avons plus rien, à peine 1,5%. La préparation du charbon de bois, la première source d'énergie du pays, en est en grande partie responsable.» Pour Anthony Eyma, de l'association haïtienne Concert-Action, partenaire du Secours populaire, cette raréfaction est également

due à l'exiguïté des parcelles. «Si une famille disposait de suffisamment de terre, elle pourrait conserver une partie boisée à côté de ses cultures. Ce n'est pas le cas. Elles abattent donc les arbres pour exploiter au maximum.» À Savane-la-Boue, les fermettes succèdent, avec plus ou moins de terres autour. Pas d'eau courante, pas d'électricité, comme dans la majorité des villages haïtiens. La première source est à plusieurs kilomètres de certaines maisons. Son débit est faible et le liquide trouble. Ici, personne n'a de véhicule, à quelques motos près. Tout

↓ À Savane-la-Boue, des paysans labourent la terre ensemble, en «combit»: une force collective de travail, traditionnelle en Haïti.





↑ Le riz en provenance des États-Unis inonde les entrepôts haïtiens et concurrence les producteurs locaux.

70 EUROS
C'est le revenu annuel moyen d'un paysan haïtien. Par comparaison, ce montant équivaut au salaire mensuel d'un ouvrier dans l'industrie.

Comment est-on arrivé là ? Bon an mal an, jusqu'à la décennie 1980, le pays était quasi auto-suffisant en aliments. Mais en l'absence de réforme agraire, le coup de grâce a été donné par la casse des droits de douane organisée par les politiques de libre-échange fortement imposées en Amérique centrale. Or, en raison d'une faible productivité, la plupart des produits haïtiens sont plus chers que les produits d'importation, américains et dominicains, subventionnés et produits de façon industrielle. « Actuellement, Haïti dépend de 70 à 80 % de l'extérieur en matière alimentaire, se désespère Accène Joachim du MPP. Un million d'œufs proviennent chaque jour de République dominicaine. L'Artibonite, vaste plaine irriguée par le fleuve du même nom, pourrait pourtant produire assez de riz pour le pays. Mais les terres au potentiel agricole important ont peu à peu été délaissées parce que les agriculteurs vendaient à perte. Alors que plus de 65 % des Haïtiens sont paysans, ils ne contribuent qu'à 2 % de l'économie du pays. » Le 10 mars 2010, devant le comité du Sénat pour les relations inter-

se fait à pied, à dos d'âne ou de cheval. Pour travailler la terre, c'est à la force des bras. Les mieux lotis possèdent un bœuf et une charrue, les autres arrivent parfois à louer les services de laboureurs à la journée. Dans cette commune – son village natal –, Evodieu, ancien instituteur, veut que les choses changent. Il y a deux ans, il a créé l'Association de développement des paysans de Savane-la-Boue (ADPSL) : « Les paysans sont totalement dépourvus, ils n'ont jamais vu de cadres techniques, il n'y a pas de crédit agricole, pas

d'outils. » Régulièrement, on apprend qu'un tel, contraint et forcé, est parti en République dominicaine, à 30 kilomètres de là. Fernand avait lui aussi tenté sa chance plus jeune : « Là-bas, le destin est d'aller grossir la masse de la main-d'œuvre sous-payée et surexploitée. Les Dominicains en profitent : ce sont les Haïtiens qui produisent les richesses, qui sont ensuite revendues en Haïti... Tout le monde sait parfaitement ce qui l'attend, mais les candidats à l'exil n'ont pas le choix : il s'agit de survivre. »



← À Verrette, l'association Enfants-Soleil met à disposition des parcelles irriguées pour des paysans sans terre. Ceux-ci entretiennent soigneusement les canaux.

nationales, l'ancien président Clinton a publiquement reconnu son erreur sur la politique de libre-échange qu'il a imposée à Haïti, au milieu des années 1990, avec une baisse drastique des tarifs douaniers pour les produits importés. Dans les entrepôts gigantesques de Chodekosa, non loin du port de Port-au-Prince, s'entassent jusqu'au plafond des piles incommensurables de sacs de 25 kilos de riz Riceland, drapeau américain sur une face et statue de la Liberté sur l'autre, dans l'attente d'être écoulés sur les marchés haïtiens. La lutte est inégale.

Quelques riches

Vers Verrette, dans le département de l'Artibonite, s'étalent de beaux champs cultivés le long d'un canal et de la rivière Bois. Bananeraies, rizières... Mais il ne s'agit que de la richesse exposée de quelques grands propriétaires. En dépit d'une situation agraire favorable, les conditions de vie des petits paysans sont tout aussi misérables qu'ailleurs. Des projets modestes parviennent cependant à faire la différence. À Mirault,

« Haïti a été une poule aux œufs d'or qui n'a pas été entretenue. Il y a tellement à faire ici. L'agriculture est un secteur moribond qui ne nourrit pas son pays. Il y a surtout des productions vivrières sans véritable investissement de la part de l'État. »

Anthony Eyma, de l'association Concert-Action



l'association Enfants-Soleil met à disposition des agriculteurs les 26 parcelles qu'elle loue à leurs propriétaires. Elle fournit également des plants, des intrants, et deux pompes pour faire remonter l'eau de la rivière. Watson Beauvil, étudiant, aide son père Aliger Dieuculcé sur ses terres. « Avant les pompes, on ne travaillait que pendant la saison pluvieuse. Maintenant on peut cultiver toute l'année, des tomates, du maïs, des melons, quelques bananiers. Plus nous produisons, mieux nous vivons. Alors, je ne vois plus de raison d'émigrer à Port-au-Prince ou en République dominicaine ! » « Haïti, ce n'est pas le désert, rappelle Anthony Eyma, c'est même loin de l'être. Des structures comme la nôtre essaient de développer les zones rurales, mais c'est surtout l'État qui doit jouer pleinement son rôle, en ajustant les taxes, en luttant contre la corruption et la contrebande. » Des choix politiques, donc. Michel Martelly, nouveau président de la République d'Haïti, élu le 20 mars dernier, sera confronté aux vieux démons de son pays, la reconstruction en plus. |

Stéphanie Barzasi
Photos David Paul Carr

Belles promesses

Seuls 30 % des 5 à 6 milliards de dollars promis ont effectivement été versés à la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH). Pour les organisations civiles haïtiennes, cette commission échoue depuis plus d'un an « à prendre les mesures nécessaires afin de restituer à l'État ses fonctions essentielles sans lesquelles les droits fondamentaux de la population ne seront jamais garantis ».

RUSSIE



Le froid et la faim

Au pays des nouveaux milliardaires, le nombre des sans-abri explose : ils seraient plus de 4 millions. L'urgence alimentaire s'accroît, la production agricole chute et les prix grimpent.

Les soupes silencieuses du petit peuple russe

Au fin fond d'une banlieue de Saint-Pétersbourg, sous la neige et dans un froid glacial, le camion de l'association humanitaire Notchlejka, partenaire du Secours populaire, pénètre dans un terrain vague plongé dans l'obscurité où attendent une trentaine de sans-logis. Deux bénévoles distribuent de la soupe chaude, un plat accompagné d'un morceau de pain et un gobelet de thé bouillant, dans la lumière de deux projecteurs installés à l'arrière du minibus. Des bonnets sont fournis à ceux qui sont tête nue par -15°. Dans ce paysage de bout du monde, debout, en groupe ou individuellement, chacun se hâte de prendre son repas en silence. Dimitri, le représentant de l'association, connaît bon nombre de ceux qui sont là et prodigue des conseils. Il est soudain interpellé: on lui signale la présence d'une adolescente enceinte âgée de 19 ans. Dimitri recherche un lieu d'accueil pour la jeune fille qui a quitté son foyer du nord de la Russie et qui erre depuis des mois de ville en ville. « On va lui trouver un hébergement d'urgence. Mais, après, cesera à elle de décider si elle veut garder l'enfant », signale-t-il.

Notchlejka assure sa maraude chaque soir entre 19 heures et minuit, cinq jours par semaine – sauf le week-end – dans les rues de la deuxième ville de Russie où survivent quelque 30 000 sans-domicile fixe. Outre les sans-abri, de plus en plus de retraités, de chômeurs et de salariés à faible revenu viennent s'approvisionner auprès des associations humanitaires.

Sans-abri, chômeurs et retraités

C'est le cas de Stanislas, un retraité de 60 ans. « Avec 5 000 roubles (environ 140 euros par mois), je peux payer mon loyer, mais pour la nourriture je compte sur eux », raconte l'homme qui fustige ce pays qui compte « plus de milliardaires qu'ailleurs dans le monde » et où l'éventail social entre les plus démunis et les super nantis est des plus considérables. Pour couronner le tout, les prix des denrées alimentaires, en Russie, ont fait un bond sensible à la suite des incendies de l'été 2010, qui ont provoqué sécheresse et perte





↑ Le centre d'hébergement de Notchlejka est équipé pour accueillir des personnes sans domicile fixe.

des récoltes. Stanislas ne supporte pas « que des gens jettent du pain à la poubelle dans cette ville qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, a été assiégée par les troupes allemandes et où la population civile a si tragiquement souffert de la faim ». * Même son de cloche lors d'un autre arrêt du minibus. Un couple remplit à la hâte des bocaux de rations alimentaires distribuées par les bénévoles. En partant, la femme explique : « J'ai un toit et un travail, mais avec mon salaire mensuel de

4 000 roubles (environ 100 euros), on n'y arrive pas. Mon mari est au chômage et ne perçoit aucune indemnité. Alors, sans l'aide de Notchlejka, où en serait-on ? » D'autres formes d'entraide alimentaire existent pour les plus démunis, telles des cantines ouvertes par des associations caritatives ou religieuses. Ainsi celle du quartier Admiralteïskaïa, gérée par l'Association de bienfaisance et d'aide aux sans-domicile nourrit chaque jour, de 11 heures à 15 heures, 160 personnes. « Pour

5.6 MILLIONS
C'est le nombre de chômeurs en Russie en 2010 (7,5 % de la population active), contre 6,3 millions en 2009, selon les statistiques officielles. Les syndicats indépendants estiment le nombre de sans-emploi entre 8 et 9 millions.

obtenir un repas, les personnes doivent obligatoirement s'inscrire en présentant leurs papiers d'identité, explique Svetlana, la directrice du centre. D'ailleurs, nous en gardons un double car ils les perdent ou se les font voler. » Chaque ration comprend une soupe chaude, un plat de pâtes, un morceau de pain et de fromage et deux verres de thé. Une discipline quasi militaire est imposée aux bénéficiaires car, raconte Svetlana « il y a eu des moments difficiles avec d'anciens détenus qui se battaient. Nous n'acceptons pas les gens alcoolisés ». Mais l'association s'inquiète surtout de l'augmentation du coût des repas liée à la hausse du coût des denrées alimentaires : le prix du pain a un fait bond de 10 %, ainsi que l'ensemble des produits de base comme les pommes de terre. « Chaque repas revient à 130 roubles (environ 3 euros). Désormais, on ne peut plus acheter certains produits comme la *kacha* (la semoule des arrasin, plat traditionnel en Russie). On doit, de plus en plus, se contenter de purée de pomme de terre industrielle toute prête et de pâtes », souligne avec inquiétude la responsable.



← Pendant les mois d'hiver, l'association gère une tente où les sans-abri peuvent se réfugier pendant la nuit.

Parmi les habitués du restaurant humanitaire, il y a Sacha. Ce Biélorusse de 42 ans est, comme beaucoup d'habitants de l'ex-URSS, à la fois victime des règles administratives rigides et des conséquences sociales de la crise. Sacha a débarqué l'été dernier à Saint-Petersbourg. Malgré des promesses d'embauche sur un chantier, il n'a pas trouvé d'emploi. Pour tout bagage, il n'a que ses vêtements.

La tente de l'espoir

N'étant pas russe et ne possédant pas d'autorisation de résidence (la *propiska*, autorisation de résidence, héritée de la période soviétique et qui donne droit au logement et à l'emploi), il ne peut pas travailler légalement, se loger, ou avoir accès aux soins. Impossible de regagner son pays, car il n'a plus de papiers et pas d'argent pour prendre le train et repartir là-bas. L'été, il vit dans la rue. L'hiver, il dort sous une tente chauffée installée par Notchlejka. Devant une tente grise située dans une arrière-cour, près de la station du métro Baltiskaïa, des SDF

attendent d'être enregistrés pour pouvoir passer une nuit à l'abri du froid et prendre un repas chaud. Avant d'entrer, les hommes et les femmes sont passés au désinfectant. Grigori, l'un des permanents de Notchlejka, qui dirige les opérations, indique que « l'hiver, l'urgence c'est de trouver un hébergement pour se protéger du froid et obtenir un repas chaud ». « La tente est ouverte du 1^{er} décembre au 31 mars de 20 heures à 8 heures du matin », explique-t-il. Théori-

« L'âge des SDF varie entre 30 et 60 ans. Après la soixantaine, les hommes et les femmes qui sont dans la rue ne survivent pas. »

Natalia, médecin généraliste à Saint-Petersbourg



quement, le lieu est prévu pour 35 personnes, mais dans les faits ce sont 60 hommes et femmes qui s'y entassent. « D'ailleurs, c'est complet tous les soirs, précise Grigori. Ce sont toujours les mêmes qui viennent s'abriter. Nous pourrions faire plus mais la municipalité ne veut pas qu'on modifie les horaires ni qu'on installe d'autres tentes ailleurs dans la ville. » Le refus de l'administration de multiplier ces hébergements d'urgence serait justifié par l'appréhension des habitants de voir des SDF vivre près de chez eux. Vérité ou prétexte ? Une chose est sûre : les hébergements pour les plus démunis sont rares. « La municipalité a ouvert un abri de 280 places et une autre association, Caritas, possède une tente comme la nôtre. C'est tout, pour une ville de 4,5 millions d'habitants », déplore le jeune homme. À l'intérieur de l'abri, les SDF s'installent avec leurs maigres effets. Beaucoup ont le visage marqué par le froid et les années passées dans la rue, confrontés à la faim, aux intempéries, à la violence et à une indifférence quasi générale. Allongés sur des tapis de sol, les uns contre les autres, ils tentent de trouver un espace confortable

Les prix flambent

Le taux d'inflation, en Russie, devrait atteindre 8 % en 2011 (8,8 % en 2010). Alors que la sécheresse a anéanti un tiers des récoltes de céréales, ce sont les denrées alimentaires qui augmentent le plus, surtout le blé noir (+192 % en janvier), les pommes de terre (+110 %) et le chou (+108 %), aliments de base du Russe moyen. En 2010, le revenu moyen mensuel était à peine de 19 000 roubles (460 euros).

→ Remplissage des bidons de soupe dans la cantine d'un lycée avant la tournée quotidienne de distribution de repas.



et de profiter du chauffage alors qu'à l'extérieur de l'abri la température atteint moins 15°C. La distribution des repas est effectuée par deux permanents. Très vite, après manger, les silences s'installent. La fatigue terrasse les uns et les autres. Au réveil, les occupants de la tente ont droit à un thé et du pain avant de regagner la rue jusqu'au soir.

On fait les poubelles

Une fois son petit déjeuner avalé, Tatiana, 42 ans, le visage marqué par sept années passées dehors, affirme travailler au noir quand elle le peut, pour quelques cen-

taines de roubles. « On nettoie les wagons de chemin de fer dans les dépôts. Cela permet de gagner de quoi se nourrir et de tenir le coup dans la journée avant de regagner la tente le soir », explique-t-elle. Tatiana arbore en permanence un large sourire, malgré sa vie de galère. Tout en fumant cigarette sur cigarette, elle explique avoir perdu la chambre qu'elle occupait dans un appartement communautaire. ** « J'avais hérité cette pièce de ma mère, une ancienne du siège de Leningrad, mais je n'avais pas de document pour le prouver. Alors, on m'a chassée. Aujourd'hui, je n'ai plus que l'attestation donnée par Notchlejka. Ça sert pour les contrôles de police, en attendant que l'associa-

tion m'aide à refaire mes papiers d'identité. » Il faut se dépêcher. À 10 heures, il y a un point de douche mis à la disposition des SDF par l'Ordre de Malte. Pour se nourrir dans la journée, quand l'argent manque, Tatiana avoue « faire les poubelles avec ses compagnons d'infortune ». Elle regrette que les autorités traitent les SDF par le mépris. « Nous devons faire face à la violence de la police qui nous chasse des passages souterrains du métro où nous pouvons nous abriter du froid. Il n'y a pas de travail pour nous, alors qu'on pourrait nous employer l'hiver pour dégager la neige des trottoirs, par exemple ». Puis elle met ses écouteurs, appuie sur le bouton de son lecteur de CD en lançant « la musique, ça aide à vivre ». Maria, une de ses amies de galère, avoue qu'elle aussi a été chassée de son appartement communautaire par des malfrats et qu'elle a été contrainte de vivre dans sa voiture pendant plusieurs mois avant de trouver la solidarité de Notchlejka.

Dans le centre-ville, sur la perspective Nevski, les Champs-Élysées de Saint-Petersbourg, les boutiques de marques affichent un luxe exubérant. À deux pas de

Phénomène inquiétant, le nombre de femmes SDF augmente sensiblement

« Ce sont des destins sociaux très différents. En 2011, près de 30 000 sans-domicile fixe dorment et tentent de survivre dans les rues, les caves, les sous-sols de Saint-Petersbourg. Notre ville est la deuxième ville de Russie et compte 4,5 millions d'habitants. Nous veillons à organiser une tournée de bus chaque soir afin de distribuer des repas chauds aux quatre coins de la ville et de sa périphérie. Nous assurons ces tournées depuis les années 1990. Nous proposons aussi une aide médicale de premier secours. Malheureusement, nous ne pouvons aider qu'un petit nombre de

ces personnes sans abri. Chaque soir, avec nos deux camionnettes, nous allons à la rencontre d'une centaine de personnes qui reçoivent une soupe chaude, du pain et du thé. Quatre restaurants ou cantines, municipaux ou privés, nous font don des repas. L'église nous offre également son soutien en fournissant du pain. En plus des repas, lors de ces tournées, nous apportons une assistance sociale aux SDF. Nous organisons avec les cadres de l'association des consultations sociales et nous leur fournissons des conseils pour refaire leurs papiers d'identité, chercher du travail, faire une demande

de logement social. Nous apportons à certains d'entre eux un soutien psychologique. Le problème de la faim est une question cruciale dans notre ville: l'écart entre les gens les plus riches et les plus démunis est catastrophique. L'hiver est évidemment très dur pour les SDF. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: en 2010, près de 90 personnes sont mortes de froid dans les rues de Saint-Petersbourg. Un autre phénomène inquiétant est l'augmentation sensible du nombre de femmes parmi les SDF: en 2000, elles représentaient 5% des sans-abri, en 2010 la proportion était de 30%. »



Andreï Tchapaïev est responsable des tournées de nuit au sein de l'association russe Notchlejka, partenaire du Secours populaire.



là, un chômeur fouille dans une grande benne à ordures. C'est Ade, 52 ans. Son œil gonflé est un souvenir d'une bagarre récente. Avec son ami Micha, 31 ans, qui marche avec une canne, le sans-abri est à la recherche de boîtes de conserve qui peuvent se revendre au prix de la ferraille. Mais pour le moment, les compères versent des restes de lait dans une bouteille de plastique. Ce sera « leur repas de la journée ». Tous deux expliquent: « Nous venons ici, car les poubelles du centre-ville sont toujours les mieux garnies. » En Russie, le pragmatisme et le sens de l'humour restent bien vivants, quel que soit le régime en place. |

Patrick Kamenka

Photos David Paul Carr

* Le siège de Leningrad qui a duré 900 jours, d'août 1941 à janvier 1944, a fait près d'un million de victimes, mortes de faim, de froid et des suites des combats.

** Cette pratique issue de la période soviétique est encore fréquente à Saint-Petersbourg. À l'origine, elle permettait, face au manque de logements, de reloger les gens dans de grands appartements, chacun ayant sa chambre mais avec cuisine et salle de bains communes.

Guerre de chiffres

Le nombre de sans-abri en Russie est compris entre 150 000 et 350 000, selon le ministère de l'Intérieur, mais des experts estiment qu'ils sont entre 1,5 et 4,2 millions sur 141,2 millions d'habitants.

← Tatiana, sans-domicile fixe. Les femmes représentent aujourd'hui 30% des personnes servies par Notchlejka.

UNE BAISSSE DE 10%
de la production agricole a été constatée en Russie en 2010. Le phénomène a participé à l'augmentation actuelle sur les marchés: le pays est le quatrième producteur mondial de blé. Mais il ne parvient pas à nourrir sa population et importe de plus en plus de denrées alimentaires, de la viande notamment. L'agriculture russe s'est effondrée dans les années 1990: le tiers des terres a cessé d'être exploité et l'Union européenne avait débloqué des aides.

TUNISIE

28



Paysans après la révolution

À Tunis, Gabès ou Sfax, les petits producteurs nourrissent les quartiers populaires. Mais cette agriculture péri-urbaine pourrait disparaître. Peu à peu, les constructions dévorent les oliveraies et les cultures maraîchères.

Les villes grignotent leur banlieue nourricière

Mohamed et Gharbi surgissent d'un rang de roseaux comme d'improbables rescapés, accrochés à leur lopin de terre qu'une déferlante aurait esquivé par mégarde. Droits, les deux septuagénaires cultivent persil, fenouil, carottes, navets à 200 mètres du lac Es-Sejoui, banlieue sud-est de Tunis. Comme avant que la lame urbaine ne résume à une île dérisoire les planches de légumes, la mare, le mûrier, les clapiers. « Ici, il n'y avait pas un immeuble, pas une boutique, que des cultures maraîchères. C'est la bataille pour les terrains, à coup de centaines de dinars le mètre carré* », raconte Mohamed. Le propriétaire, qui emploie les deux ouvriers, rapporte s'être battu pendant des années pour préserver cet hectare de la convoitise des promoteurs. « On peut dire que la révolution nous a sauvé la mise. » Gharbi engage sa charrette à bras sur l'avenue rageuse pour aller vendre quelques légumes au petit marché du coin. À cet endroit, ses pieds ont connu la terre battue.

Une urbanisation brutale a avalé les crêtes, dévalé les collines. Sur le pourtour du lac, des bâtiments inachevés défoncent les oliveraies, vision saisissante d'une bataille à l'issue certaine. Des pistes nouvelles sillonnent la campagne péri-urbaine, préparant les intrusions suivantes. « Un massacre... Ce sont des constructions sauvages, les titres de propriété en bonne et due forme sont rares », commente l'écologue Adel Azzabi, qui a créé, en 1989, le premier comité de quartier de Tunisie, pour lutter contre une décharge installée au bord de l'eau. La ligne de front tète le lac désormais. On comble les marécages à pelletées de gravats. À Mhgria, la zone industrielle n'existait pas il y a cinq ans, polder hâtif que mouillent des remontées d'eau têtues. L'équilibre du lac est compromis, les égouts s'y déversent, ses berges sont devenues insalubres. Des dizaines d'épaisses colonnes de moustiques s'élèvent au-dessus des arbres. Es-Sejoui est pourtant classé au titre de la Convention internationale Ramsar de...

→ À Sfax, deuxième ville du pays, les « jinnas », vergers urbains typiques, disparaissent rapidement devant la poussée irrésistible de l'urbanisation.





↑ À Soukra, Leila Gharbi a reçu un appui pour installer des serres et un système de collecte des eaux pluviales.

Carence

Depuis le 14 janvier dernier, date de départ du dictateur Ben Ali, la Tunisie vit un petit chaos institutionnel. Le gouvernement provisoire négocie la conduite de la période transitoire avec des organes issus de la société civile. L'élection d'une assemblée constituante, le 23 octobre prochain, devrait redonner une légitimité aux institutions.

protection des zones humides. Paradoxe : la liberté retrouvée, qui a préservé l'emploi de Mohamed et Gharbi, a surtout attisé la fièvre bâtitrice, soutenue par le chaos institutionnel qui règne en Tunisie dans l'attente de l'élection de l'Assemblée constituante. «Après des décennies de projets frustrés par la mafia tunisienne, les gens mettent les bouchées doubles – «à notre tour de profiter!»», analyse Taoufik Ben Abdallah, militant altermondialiste.

La ceinture verte de Tunis est en voie de dissolution rapide. Fruits et légumes sont souvent approvisionnés depuis d'autres régions, voire importés. «Il y a un consensus caché sur le bétonnage», constate Moez Bouraoui, chargé d'un projet de valorisation de l'agriculture péri-urbaine à Soukra, commune au nord-est du Grand Tunis dont elle fut le jardin maraîcher. «L'industrie et le bâtiment alimentent la spéculation foncière, et les propriétaires ter-

riens succombent à la tentation de ventes très lucratives. Mais un énorme problème social est en gestation, car ces paysans, qui ne savent que cultiver la terre, dilapident vite ces sommes et se retrouvent dans une précarité extrême.»

L'oasis est assoiffée

Dans l'indifférence – autre paradoxe de la révolution : «Les chantiers "ultra prioritaires" ne manquent pas, alors, la petite agriculture maraîchère et l'écologie...», déplore Adel Azzabi. D'autant que la Tunisie n'émarge pas à la liste des pays «à problèmes alimentaires». La faim et la malnutrition y ont régulièrement perdu du terrain ces dernières années. À Gabès, la grande ville du Sud tunisien, l'éradication de l'agriculture urbaine met en cause la survie de l'oasis côtière et de ses

300 000 palmiers. Cet écosystème, unique au monde, est cerné par l'urbanisation et érodé par les émissions du pôle chimique, notamment celles du traitement du phosphate. «L'air est chargé de dioxyde de soufre et de composés nitreux, les gens toussent, il tombe des pluies acides, des milliers de tonnes de composés phosphatés finissent dans la mer», décrit, catastrophé, l'universitaire Aballah Zrelli, président de l'Association de protection de la nature et de l'environnement de Gabès, très active depuis le départ de Ben Ali.

Et surtout, la nappe phréatique est pompée sans retenue : les sources ne donnent plus, et l'oasis est assoiffée. «Il y a trois fois moins d'eau qu'avant dans les canaux, plus moyen de faire des légumes en automne», témoigne Mouji Lazrag, qui cultive à l'ombre des palmiers. La production de dattes décline, ses buissons de henné ne lui arrivent pas à la taille, alors



← Les palmiers de l'oasis de Gabès, écosystème exceptionnel, sont menacés par les constructions, le manque d'eau et les pluies acides.

«Quand j'étais gamin, nous ne rentrions pas déjeuner : on se régala d'abricots, de grenades ou de pêches sur la parcelle. Mais les arbres fruitiers sont morts, à cause de la pollution industrielle. Et puis on nageait dans l'oued. Mais il est à sec, car les usines à phosphate ont tant pompé dans la nappe phréatique qu'elle ne parvient plus à recharger les cours d'eau.»

Mouji Lazrag, cultivateur à Gabès



qu'avant ils s'élevaient à 1,50 m. Nabeul, Sousse... Ou encore Sfax, deuxième ville du pays, où les emblématiques vergers urbains d'amandiers et d'oliviers – les *jinmas* – sont sacrifiés en hâte aux promoteurs, dans un climat de normalité alarmant. Dans le quartier qui porte son nom, la famille Boussalaâ a vendu une vingtaine d'hectares de *jinmas*. Il n'en subsiste qu'un, enchâssé entre des villas au crépi à peine sec. «Dans trois mois, il aura disparu...», pronostique Mohamed Lafati, un voisin. Une économie agricole de quartier glisse dans les oubliettes. Dans cette ville de commerçants, les conséquences sociales seront moindres que pour le petit peuple maraîcher de Soukra.

Au-delà des espérances

Depuis 2006, Moez Bouraoui et son équipe tentent d'y préserver ce qui peut l'être. L'équation est délicate : les parcelles restantes sont morcelées, leur rentabilité incertaine, et le pompage de la nappe provoque des remontées saumâtres. La cause du dépérissement soudain de dizaines d'oran-

gers, l'hiver dernier, chez Abdelhamid Touil, dans le quartier Sidi Fredj, soupçonne l'agronome. «Pour enrayer la disparition de ces agriculteurs urbains, il faut traiter simultanément les questions du foncier et de l'eau.» La solution trouvée est originale. Pour l'irrigation, c'est un système de collecte du ruissellement pluvial, par la pose de citernes alimentées par les toits des bâtiments des propriétaires – ou de leurs voisins consentants. Cette réserve est complétée par le recyclage des eaux «grises» évacuées par les lavabos, douches ou éviers : elles sont épurées par un filtre à sable et les racines de bouquets de phragmites – un genre de roseaux capables d'éliminer les graisses – qui s'y abreuvent. Et pour la renta-

Réfugiés

Pour la première fois de son histoire, la Tunisie a dû affronter une situation d'urgence alimentaire d'ampleur. Elle n'affectait pas ses ressortissants, mais les dizaines de milliers de réfugiés qui fuyaient la Libye en guerre. Les Tunisiens ont montré une solidarité remarquable, et les dons alimentaires ont afflué de tout le pays.

PLUS DE 70
C'est le nombre de partis légalisés en Tunisie depuis le 15 janvier, contre huit avant. Le parti hégémonique de Ben Ali a été dissous, mais ses militants auraient investi une trentaine de ces nouvelles formations.



↑ Abdelhamid Touil, petit maraîcher, bénéficie du projet de valorisation de l'agriculture péri-urbaine de Soukra.

« Je vends mes produits dans le quartier. J'y tiens, même si ailleurs je pourrais gagner 15% de plus par kilo d'oranges. Mais ici, les gens me connaissent, et ils me prennent aussi des légumes. Et puis ma production est adaptée aux marchés locaux, je n'ai pas à courir les grossistes. À l'époque de la récolte, mes 80 kilos quotidiens de fraises, je les écoule à côté de chez moi. »



Le Secours populaire en Tunisie depuis 2000

Le Secours populaire soutient diverses actions en Tunisie depuis 2000. La réalisation la plus importante est la construction à Sfax d'un centre médical psychopédagogique aménagé pour recevoir des jeunes en situation de handicap. Pour sa part, le SPF de Nice soutient, depuis 2006, le centre de Menzel Bou Zelfa (nord-est de la Tunisie) de l'Union tunisienne d'aide aux insuffisants mentaux (Utaim). On y dispense une éducation adaptée à 110 élèves de 6 à 30 ans issus de milieux défavorisés, dont une dizaine sont en insertion professionnelle dans des entreprises locales. Chaque section Utaim doit décrocher une partie de son budget – galas,

aides publiques locales, etc. « La dotation gouvernementale, 700 dinars* environ par élève et par an, couvre à peine 60% des besoins », explique le directeur Mohamed Trabelsi**. Le centre est visité comme modèle, de tout le pays et même de l'étranger. « Depuis la révolution, nous espérons des augmentations de salaires pour le personnel... comme toute la Tunisie! Nous avons compris qu'il faut être patients. Je pense qu'avec les élections d'octobre la situation va s'améliorer de manière extraordinaire dans le pays », confie Mohamed Trabelsi. |

* 350 euros

** Sans lien de parenté avec la belle-famille Ben Ali

« Quand notre famille a migré dans cette banlieue de Tunis, j'étais encore enfant, et nous nous approvisionnions à la ferme voisine où mon père travaillait. C'était couvert de vignes, d'oliviers, d'amandiers. On voyait le lac. Mais depuis, les constructions ont tout envahi. Aujourd'hui, la ferme n'est plus qu'une carcasse, cernée par le béton qui gagne sur le lac. Je suis triste. La révolution sauvera peut-être ce qui subsiste, mais elle ne reconstituera pas l'équilibre naturel d'avant. »

Ahmed Chihaoui, ancien travailleur agricole à Sidi Hassine, au bord du lac Es-Sejoui

→ Gharbi Ketheri se rend à pied au marché, près du lac Es-Sejoui, à Tunis, pour vendre ses légumes.

bilité des parcelles, dont la superficie, pour la plupart, ne dépasse pas 3 000 m² en moyenne, les chercheurs ont incité les agriculteurs à adopter des productions à forte valeur ajoutée : élevage d'escargots, cultures sous serres (tomates, piments, aubergines, fraises, etc.). Sur les 485 maraîchers qui subsistent à Soukra, 22 parmi les moins dotés en terre ont reçu l'aide du projet pour s'équiper, et se sont regroupés en collectif afin de s'entraider et de vendre ensemble leurs productions. « Les résultats, en terme de rendement des cultures et d'autonomie en eau d'irrigation, dépassent nos espérances, se réjouit Moez Bouraoui. Prochaine étape : convaincre les pouvoirs publics. Ils ont été séduits, à eux de prendre le relais afin de déployer le concept à plus grande échelle. » Un chantier prioritaire, quand le pays aura remis de l'ordre dans ses institutions? |

Patrick Piro / Photos Julian Renard

* 1 dinar vaut environ 0,50 euro

Sondage réalisé par téléphone, les 19 et 20 août 2011 auprès de 1016 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus, selon la méthode des quotas.

36

SONDAGE



Plus de 60 % des Français placent l'alimentation et la santé en tête des causes à soutenir dans le monde.

La solidarité internationale vue par les Français

Besoin d'agir

Généreux en quête d'action. Les Français sont sensibles aux causes humanitaires et aux paradoxes: ils donnent, mais doutent du poids de leur geste. Leur analyse du monde est globale. Ils cherchent la meilleure manière de se sentir vraiment utiles.

Les grandes causes de solidarité internationale auxquelles les Français sont le plus sensibles

Question 1

Parmi les grandes causes suivantes concernant la solidarité internationale, quelles sont les deux auxquelles vous êtes le plus sensible ?

- L'accès à une alimentation correcte en quantité et en qualité **67 %**
- L'accès aux soins et aux médicaments ...
..... **61 %**
- La défense de la dignité de la personne et des droits de l'homme
..... **35 %**
- L'accès à l'éducation **35 %**

Total supérieur à 100% : 2 réponses possibles.



Nos tables n'invitent pas tout le monde

« Beaucoup d'aliments que nous aimons viennent d'ailleurs, constate Olivier Pasquiers, du collectif Le bar Floréal. photographie, qui a réalisé le reportage photos de ces pages. Mais, alors que prolifèrent ouvrages et émissions qui valorisent ces cuisines, nous n'accueillons les étrangers qu'au compte-goutte. Et il n'est pas rare que la restauration emploie des clandestins... » Épiceries tamoules, préparation du mafé à l'association Cuisinier du monde, cours de découverte des produits d'ailleurs: pas de précarité alimentaire dans le regard d'Olivier Pasquiers, mais le message que la cuisine est histoire de gens et de mains.





Un Français sur deux a déjà donné pour une action humanitaire internationale.

Les facteurs contribuant le plus aux problèmes d'accès à l'alimentation dans le monde

Question 2

Selon vous, quels sont parmi les suivants les deux facteurs qui contribuent le plus aux problèmes d'accès à l'alimentation dans le monde ?

L'inégalité de répartition des ressources (terre, eau...)	46%
La spéculation sur les matières premières	46%
Les conflits armés	26%
La surpopulation	25%
La production insuffisante ou détournée de l'alimentation (par exemple les agro-carburants)	21%
Le dérèglement climatique (sécheresse, inondations...)	21%
Une agriculture insuffisamment modernisée	10%
Ne se prononce pas	2%

Total supérieur à 100% : 2 réponses possibles.

Le sentiment de pouvoir agir à son niveau en faveur de la solidarité internationale

Question 3

Avez-vous le sentiment, à votre niveau, de pouvoir agir en faveur de la solidarité internationale ?

Oui, tout à fait	9%
Oui, plutôt	26%
Oui	35%
Non, plutôt pas	38%
Non pas du tout	27%
Non	65%

La pauvreté gagne du terrain et les Français se demandent comment agir

Cette cinquième vague de notre baromètre de la pauvreté (voir p. 42) montre une aggravation tangible de la précarité en France (35% disent l'avoir déjà rencontrée). La proportion de jeunes concernés augmente de façon très préoccupante (29%, c'est 7 points de plus qu'en 2010). On est aussi frappé par une forme d'aveu d'impuissance de nos concitoyens face aux grands problèmes mondiaux : seuls 35% ont le sentiment de pouvoir agir à

leur niveau. La famine qui touche des millions de personnes dans la corne de l'Afrique illustre dramatiquement : les associations en recherche de fonds doivent combattre le sentiment croissant que les problèmes d'alimentation dans cette région ne trouveront jamais de solution. Pourtant, en 1985, la famine en Éthiopie avait suscité une mobilisation sans précédent. Il faut donc trouver de nouveaux moyens de valoriser les gestes de solidarité.

Les organisations non gouvernementales doivent notamment communiquer de manière précise sur la manière dont a été utilisé chaque don. Mais avec le risque de compliquer encore le financement d'actions ne s'inscrivant pas dans le choc de l'urgence médiatisée.



Étienne Mercier, directeur adjoint du pôle opinion et recherches sociales d'Ipsos





Les injustices et les inégalités sont mises en cause

La solidarité internationale n'a jamais été une évidence dans les pays riches. C'est encore plus vrai à une époque où la crise économique frappe des millions de nos concitoyens : les besoins s'accroissent à notre porte. Dans ce contexte général, l'analyse qui se dégage des réponses dénote une évolution qualitative intéressante quant aux grandes causes appelant à la solidarité mondiale. Certes, il n'est pas surprenant de constater que l'alimentation et la santé recueillent plus de 60 % des avis : c'est le signe classique que l'appel à solidarité dans les situations d'urgence est le plus fréquemment entendu par les populations du Nord. Alors qu'un milliard d'humains souffrent aujourd'hui de la faim, il est loin d'être négligeable que le tiers des réponses désigne l'accès à l'éducation, mais aussi la défense des droits humains comme grande cause de solidarité internatio-

nale : l'autonomie des individus et l'accès aux droits sont essentiels à la résorption structurelle des injustices sociales, et par conséquent des besoins de base – alimentation, santé, etc. Même constat pour les facteurs du problème d'accès à l'alimentation : les sondés marginalisent les causes inévitables (le climat) ou conjoncturelles (les guerres), renvoyant à une forme d'irresponsabilité collective des populations victimes (trop de naissances) ou invoquant des aides technologiques (une agriculture archaïque ou pas assez productive) – venant du Nord, en général. Les responsabilités les plus fréquemment citées sont d'ordre plus politique, désignant la prédation des ressources (par les plus nantis) ou la domination de la finance sur les mécanismes de régulation alimentaire, phénomène qui a pris toute son ampleur à partir de l'année 2008. **Patrick Piro**

Les actions des Français en faveur de la solidarité internationale

Question 4

Avez-vous déjà effectué chacune des actions suivantes en faveur de la solidarité internationale ?

Effectuer un don ponctuel au profit d'une action de solidarité internationale

Oui, je l'ai déjà fait. 52 %

Non, mais je pense le faire. 24 %

Non, et je ne pense pas le faire. . . 24 %

Effectuer des dons réguliers à des associations de solidarité internationale

Oui, je l'ai déjà fait. 31 %

Non, mais je pense le faire. 34 %

Non, et je ne pense pas le faire. . . 35 %

Vous engager bénévolement dans une association agissant pour la solidarité internationale

Oui, je l'ai déjà fait. 12 %

Non, mais je pense le faire. 39 %

Non, et je ne pense pas le faire. . . 49 %

Consacrer une à plusieurs semaines de suite à une action de solidarité internationale

Oui, je l'ai déjà fait. 8 %

Non, mais je pense le faire. 38 %

Non, et je ne pense pas le faire. . . 54 %

La spéculation sur les matières premières et la répartition inégale des ressources créent des problèmes alimentaires, selon 46 % des Français.



Cuisiniers dans un foyer de travailleurs à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).



Les Français et la pauvreté

La précarité s'étend

Les Français ont toujours très peur de la pauvreté pour leurs enfants ou pour eux-mêmes. Ils ont raison : ils sont de plus en plus nombreux à avoir connu une telle situation depuis 2009. Bonne nouvelle, ils considèrent que la culture et les vacances sont presque aussi importantes que l'alimentation.

42

BAROMÈTRE

Découverte des usages des céréales lors d'un cours de cuisine animé par le Secours populaire à Tarbes (Hautes-Pyrénées).



La crise, toujours inquiétante, est plus fortement ressentie

La pauvreté progresse : 35 % des personnes interrogées dans notre baromètre disent en avoir déjà fait l'expérience. Ce chiffre augmente de 7 points depuis 2009. Signe inquiétant pour les nouvelles générations, les jeunes sont de plus en plus concernés. Les 15-34 ans constituent près du tiers des Français (29 %) qui disent avoir connu la précarité. Ils n'étaient que 22 % en 2010.

Les personnes interrogées fixent le seuil de pauvreté à 1 031 euros par mois. Ce chiffre est stable et se situe un peu en dessous du Smic (1 070,76 euros nets mensuels). Il est toujours supérieur

aux 954 euros du seuil de pauvreté officiel calculé par l'Insee dans son enquête publiée en août 2011*. Les statisticiens nationaux notent à cette occasion un fort accroissement de la précarité dû à la crise économique et au chômage. Les Français pauvres seraient 8,2 millions, soit 13,5 % de la population. Cette situation se ressent dans notre sondage.

Les craintes pour l'avenir sont toujours très fortes. Les enfants mobilisent, bien sûr, toutes les attentions : 85 % des Français estiment qu'ils courent plus de risques qu'eux-mêmes de connaître une situation de pauvreté. Mais les

personnes interrogées ont aussi peur pour elles-mêmes à 57 %, soit 4 points de plus qu'en 2010. Malgré les incertitudes, un résultat reste encourageant. La notion de pauvreté est plus large que le simple manque d'argent ou de nourriture. Il faut se méfier des évidences : ne pas pouvoir offrir des vacances à ses enfants ou se priver de culture sont aussi des signes de pauvreté pour près de trois quarts des sondés. Malgré l'aggravation de la précarité vécue et ressentie, la majorité des Français ne semble pas résignée à se contenter du strict minimum. **Laurent Urfer**

* d'après des données de 2009

Le seuil de pauvreté aux yeux des Français

Question 1

Pour vous, en dessous de quel revenu net par mois une personne seule peut être considérée comme pauvre dans un pays comme la France ?

Moins de 800 euros	17 %
entre 800 et 999 euros	16 %
1 000 euros	28 %
Plus de 1 000 euros	34 %
Ne se prononce pas (NSP)	5 %

Moyenne de revenu en dessous duquel une personne est considérée comme pauvre : 1 031 euros

La moyenne était de 1 026 euros en 2009 et de 1 003 en 2010.

Situations perçues comme un état de pauvreté

Question 2

Diriez-vous que l'on est en situation de pauvreté lorsque l'on éprouve régulièrement d'importantes difficultés pour...

Se procurer une alimentation saine et équilibrée	Oui : 92 %	Non : 8 %
Envoyer ses enfants en vacances au moins une fois par an	Oui : 73 %	Non : 26 % NSP : 1 %
Accéder à des biens ou des activités culturelles et de loisirs pour soi ou sa famille	Oui : 71 %	Non : 28 % NSP : 1 %

Perception des risques encourus pour ses enfants par rapport à ceux de sa génération

Question 3

D'après vous, les risques que vos enfants connaissent un jour une situation de pauvreté sont-ils beaucoup plus, un peu plus, un peu moins ou beaucoup moins élevés que pour votre génération ?

Beaucoup plus élevés	50 %
Un peu plus élevés	35 %
Plus élevés	85 %
Un peu moins élevés	7 %
Beaucoup moins élevés	4 %
Moins élevés	11 %
Ni plus, ni moins élevés (Réponse non suggérée)	2 %
NSP (Réponse non suggérée)	2 %

Situation de pauvreté connue personnellement

Question 4

Personnellement, vous est-il déjà arrivé de vous dire, à un moment de votre vie, que vous étiez sur le point de connaître une situation de pauvreté ?

Oui et j'ai connu une telle situation	35 %
Oui, mais je n'ai pas connu une telle situation	22 %
Non, ce n'est jamais arrivé	43 %

Sondage réalisé par téléphone, les 19 et 20 août 2011 auprès de 1 016 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus, selon la méthode des quotas.



Eric Primault



Mali, ^{46>51}
Europe, ^{52>61}
Chine, ^{62>71}
Thaïlande, ^{72>77}
Salvador, ^{78>85}
Ici et là-bas, ^{86>95}
Séminaire ^{98>107}

action

MALI



← Depuis 2008, l'aide du SPF et de l'Amscid, son partenaire malien, a permis de creuser des puits pour 18 périmètres maraîchers dans la région de Yélimané, dans l'ouest du Mali. Ce programme bénéficie du soutien financier de la Commission européenne.



↓ Les plants sont protégés soigneusement. En plein soleil, ils sont recouverts pour leur éviter de se dessécher.



48
MALI

Près de 1 700 femmes de dix-huit groupements ont été formées à la culture maraîchère. Elles ont appris les techniques agricoles et la gestion de la production.



49



↑ C'est sur les femmes que repose le succès des jardins maraîchers. Très fragilisées en raison de la migration des hommes pour trouver un emploi, elles se sont fortement impliquées dans ce projet qui améliore leurs conditions de vie.

← La terre est pauvre et aride. Mais avec du travail et deux arrosages par jour, les légumes poussent bien. Les enfants sont mieux nourris.



← Awa, du village de Krémis, arrose choux, carottes, salades, tomates, piments, oignons et betteraves, au lever du soleil.

← ← Les légumes permettent de nourrir toute la famille avant d'envisager un petit revenu.



Les femmes ont conquis le droit d'usage de la terre. Les périmètres maraîchers devront être agrandis pour assurer leur autonomie.

↑ À Senewaly, les Peuls, éleveurs, consommaient peu de légumes. Ils ont diversifié leur cuisine grâce aux jardins.

A photograph showing a woman in a white jacket looking towards a man whose hands are visible, holding a green vegetable. The man is wearing a blue shirt and a gold watch. They are in a food distribution center with orange mesh bags in the foreground. The word 'EUROPE' is written in a stylized font in the top left corner of the image.

EUROPE

L'aide alimentaire risque d'être réduite en miettes

Bruxelles menace les distributions humanitaires.

53

Les portes du Secours populaire de Lille s'ouvrent. Une quarantaine de bénévoles commence la distribution alimentaire, qui durera quatre jours comme chaque mois. Ce matin-là, 350 personnes viendront remplir leurs cabas aux comptoirs de la grande salle. « Il y a ce qu'il faut en quantité, en particulier pour le lait, le fromage et la viande », confie Anne-Lise, derrière une poussette double. Frédéric, Marylin et leurs deux enfants sont venus des environs de Valenciennes : « Ça permet de faire la jointure entre deux mois et en plus c'est bon, pour peu qu'on prenne le temps de cuisiner. » Malika et son mari viennent pour la première fois : « J'ai arrêté mon travail d'aide à domicile à cause de mon dos, dit-elle. En attendant de trouver un autre boulot, nous nous approvisionnons ici. » De plus en plus de personnes demandent une aide au SPF, « pour beaucoup en raison de la hausse des prix alimentaires », souligne Jean-Charles Delporte, responsable de la logistique alimentaire au SPF Nord. Il s'agit principalement de jeunes retraités ou de femmes élevant seules leurs enfants. Plus de la moitié des produits distribués aux familles a pour origine le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD). De même que pour les 3,5 millions de bénéficiaires de l'aide alimentaire servie en France, toutes structures confondues. Un complément essentiel aux collectes menées par les bénévoles auprès des entreprises agro-alimentaires, des grandes surfaces et aux aides publiques françaises. En juin 2011, coup de tonnerre dans le monde de l'humanitaire : la Commission européenne annonce qu'elle ne contribuera plus que de manière très marginale à l'aide alimen-

← Des milliers de personnes viennent chercher de la nourriture chaque mois au Secours populaire du Nord. La moitié des aliments proviennent du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), qui pourrait être quasiment supprimé dès 2012.

→ L'atelier de cuisine du Secours populaire du Nord permet d'apprendre des recettes saines et bon marché, tout en se faisant des amis.



54

EUROPE

Pauvres

L'Union européenne compte 79 millions de pauvres, soit 16% de sa population. Sur ce total, 43 millions sont menacés de «pauvreté alimentaire», c'est-à-dire qu'ils ne parviennent pas à prendre au moins un repas complet en deux jours. Dans les familles les plus démunies, l'alimentation compte jusqu'à 30% du budget (hors logement).

Colère et consternation

Dans l'Union européenne, 18 millions de personnes dans le besoin se trouveraient lésées par la disparition programmée du PEAD, si la mesure de Bruxelles était confirmée. Dans le réseau du Secours populaire, c'est la consternation et la colère. Des milliers de témoignages affluent, venant de personnes en difficulté, de donateurs et de bénévoles. « Comment pouvez-vous couper les subventions alors que nous en avons besoin pour aider les personnes en grande difficulté », s'indigne Elisabeth, de Perpignan, dans les cahiers « le Dire pour agir » du SPF. « On ne vit plus, on survit. Si on en a moins, on meurt », se désespère Carlos.

« Avec la farine du Secours populaire, j'aime faire des gâteaux au yaourt. Grâce aux ateliers de cuisine, j'ai appris à y mettre de la variété en ajoutant des fruits secs et en utilisant certains restes. Dernièrement, j'ai appris la recette à mes voisins. »

Marcelle, participante à l'atelier de cuisine du SPF de Lille



Pour Gérald, cette décision est « un pur scandale. Je veux une Europe solidaire ! » Et les conséquences dépasseront l'insécurité alimentaire : à l'occasion des distributions, les associations peuvent aussi diagnostiquer d'autres besoins, vérifier si les gens ont accès à tous leurs droits, les accompagner..., comme le note Mathieu Humbert, responsable national à la solidarité au SPF. À Lille, par exemple, l'association accueille trois fois par mois pour un atelier de cuisine un groupe de femmes familières de la distribution alimentaire. « Elles progressent au fil des ans. Les plats deviennent plus élaborés, et nous avons commencé à échanger des recettes polonaises ou maghrébines », témoigne Hannane, salariée à l'origine de l'atelier. Des liens d'entraide se nouent dans le groupe à partir de cet échange de recettes. « Ces cours nous permettent de cuisiner, sain et pas cher, avec les denrées que nous recevons du SPF », explique Nouara, qui s'est jointe aux cuisinières depuis un an et demi.

Pourquoi ce programme européen est-il menacé de disparition, alors que la crise gonfle

113 millions d'euros. C'est la valeur des stocks du PEAD prévue pour 2012. Sur cette somme, 15,9 millions seraient destinés à la France. C'est cinq fois moins qu'en 2010.

le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire ? Ils sont passés en France de 2,8 à 3,5 millions entre 2008 et 2010. C'est la nature même du PEAD qui est en cause : il ne s'agit pas d'un programme social, mais d'un mécanisme d'écoulement des surplus de la Politique agricole commune (PAC). Chaque année, Bruxelles intervient sur les marchés pour soutenir les prix agri-

Comment fonctionnent les mécanismes de l'aide alimentaire européenne

La Politique agricole commune (PAC) a été conçue par la Communauté économique européenne dans les années 1960, avec l'objectif de rendre le continent autosuffisant en aliments, à des prix stabilisés et accessibles. La PAC représente aujourd'hui, avec une enveloppe de 50 milliards d'euros par an, la moitié des budgets communautaires. Cet effort important a rapidement conduit à des surproductions régulières. Devant la montée de la pauvreté dans les années 1980, les associations européennes habilitées à distribuer de la nourriture ont obtenu que la Commission de Bruxelles leur confie les excédents alimentaires, plutôt que de les voir détruits ou exportés à bas coût vers les pays du Sud où ils concurrencent

les agricultures locales. Sur les 27 pays de l'Union, sept seulement organisent leur aide alimentaire en dehors du PEAD : Allemagne, Autriche, Chypre, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Suite aux multiples remodelages de la PAC, les années 1990 ont vu disparaître les montagnes de beurre, de viande et de sucre, qui occupaient les réfrigérateurs et les silos de l'Union. Ne subsistent aujourd'hui, en général, que des stocks d'orge et de poudre de lait, résultant d'achats effectués par la Commission européenne auprès des producteurs pour les soutenir. En 2011, le PEAD a distribué quelque 500 millions d'euros (1% du budget de la PAC). La France, pour sa part, a reçu 72,7 millions d'euros cette année (78 millions en 2010). Les quatre autres

principaux bénéficiaires du PEAD sont l'Italie (100,6 millions), la Pologne (75,3 millions), l'Espagne (74,7 millions) et la Roumanie (49,5 millions) – pays qui dépend à 80% de cette dotation pour son aide alimentaire ! Les montants sont répartis en fonction des demandes d'aide alimentaire que les gouvernements de chaque pays font remonter à Bruxelles. Pour 2012, les associations ont évalué l'ensemble des besoins à 659 millions d'euros. En France, cette aide est gérée par FranceAgriMer, établissement public qui utilise ces denrées comme monnaie d'échange auprès d'entreprises agroalimentaires, qui fournissent en retour aux associations des tonnes de semoule, de farine, de plats préparés et toute la gamme des produits laitiers. ■



55

↑ L'entrepôt du Secours populaire de Lille voit passer 700 tonnes de denrées par mois.



← Le lait du programme européen d'aide alimentaire est conditionné dans des usines comme celle de Mareuil-sur-Lay en Vendée, membre du Groupement des laiteries coopératives (GLAC) de Poitou-Charentes.

coles en achetant des denrées à prix garantis. Les stocks ainsi constitués, s'ils ne sont pas écoulés, sont ensuite répartis entre les États de l'Union. Mais les différentes réformes de la PAC ont constamment réduit les surplus agricoles, obligeant la Commission à débloquer, depuis le milieu des années 1990, une petite enveloppe financière afin de compléter les stocks disponibles.

Les prix du marché fragilisent les réserves

Ce coup de pouce reste marginal, sauf exception : moins de 0,1 % du volume du PEAD par an de 1997 à 2005. Mais, en 2008 et 2009, gros coup de semonce : en raison de la flambée des prix agricoles, les agriculteurs ont pu facilement vendre leurs excédents sur les marchés internationaux, à des prix plus avantageux que les tarifs proposés par la Commission. Résultat : les stocks communautaires sont restés au plus bas alors que les besoins augmentaient sous l'effet de la crise

financière. Sous l'impulsion de la France, notamment, la Commission européenne a alors débloqué plusieurs centaines de millions d'euros sur la période 2008-2009 pour permettre aux États bénéficiant d'ordinaire du PEAD d'acheter les denrées nécessaires à leur aide alimentaire.

Mais cette intervention financière massive, qui représentait plus de 85 % du programme européen en 2009 (sur un total d'environ 500 millions d'euros), a été contestée par l'Allemagne et la

Suède. Leur argument : le programme avait désormais perdu sa fonction de régulation de la production agricole pour s'apparenter à une aide sociale – domaine où les traités n'octroient pas de prérogatives à l'Europe. Berlin et Stockholm se sont lancés dans une bataille juridique, et ont obtenu gain de cause le 13 avril 2011 auprès de la Cour de justice européenne de Luxembourg. La Commission se voit donc désormais interdite de renouveler sa compensation financière, alors

← ← Philippe Varcher, président de l'Association des producteurs de lait indépendants de Charente, travaille avec le GLAC de sa région.

Les besoins deviennent urgents, l'Union tarde à trouver des réponses

« Ce n'est pas une question d'argent, nous en disposons », affirme Bruxelles aux associations qui s'émeuvent du sort fait au PEAD. « Le blocage est donc bien politique », traduit Jean-Louis Callens, secrétaire national du Secours populaire, chargé de l'aide alimentaire. Le PEAD a été instauré en 1987 par la Commission européenne à la demande des associations. Tant qu'existaient des surplus agricoles, ce mécanisme s'est accommodé de ses défauts : une aide alimentaire dépendante

de la nature des surplus, des volumes stockés, des soubresauts des cours agricoles, etc. Dès 2006, alors que les surplus fondent irrémédiablement, le Parlement européen interpelle Bruxelles et les États afin qu'ils pérennisent ce programme « devenu vital pour des millions d'Européens ». Il faut cependant attendre que la crise des prix alimentaires de 2008 mette le PEAD dans l'impasse pour que Bruxelles propose un projet de réforme ; il sera pourtant enterré, bloqué par une

minorité de pays (Allemagne, Danemark, Lettonie, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Suède), qui estiment que le PEAD ne doit être alimenté que par des surplus agricoles. Pourtant certains d'entre eux bénéficiaient du dispositif. Puis plus rien... Quand Bruxelles annonce qu'elle est contrainte de renoncer à compléter financièrement le PEAD, en juin dernier, cette petite bombe n'est que la conclusion (provisoire ?) de cinq années d'attentisme des États membres. ■



Les limites du modèle allemand

Pas question d'aide sociale européenne pour l'Allemagne. Le système des *Tafeln* est efficace mais n'assure que le minimum.

8,2 MILLIONS de Français vivaient, en 2009, sous le seuil de pauvreté. Celui-ci s'élevait à 954 euros par mois pour une personne seule. L'extension du chômage a fait basculer 340 000 individus de plus dans la pauvreté, gonflant les besoins d'aides alimentaires.

Les autorités allemandes ont un rôle plutôt facile. À la tête de la fronde contre la financiarisation du programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) leur pays n'est pas concerné : il fait partie de ceux qui refusent d'émarger au programme. Officiellement, la protection sociale nationale est suffisamment efficace. Le système est rodé mais n'est pas exempt de critiques et risque de montrer ses limites en cas de crise économique.

La Constitution fédérale interdit à l'État de laisser un citoyen démunir. Cela fait s'esclaffer Gerd, Jürgen et Igor. Anciens ouvriers d'abattoirs, ils perçoivent mensuellement l'équivalent de notre RSA, baptisé Hartz IV – 364 euros – et une allocation logement. Pour manger, ils doivent avoir recours à l'aide alimentaire, comme plus d'un million d'Allemands.

La camionnette blanche s'arrête. Tous trois ouvrent le portail arrière du supermarché Penny de Kaltenmoor, le quartier populaire de Lunebourg, au sud de Hambourg. Chaque matin, ils font le tour des magasins pour collecter les invendus pour le compte des *Tafeln*, le réseau alle-

mand d'associations en charge de l'aide alimentaire. La tâche est pénible pour ces hommes de plus de 55 ans, sans cesse courbés pour trier les invendus. Dans un ballet très rapide, ils empoignent les caquettes et les empilent soigneusement dans la camionnette. Puis, ils passent à un nouveau magasin, le front luisant de sueur. Il est midi. Arrivés au local de l'association, gâteaux, légumes frais, charcuterie, pains, yaourts, sucreries et pommes de terre sont déchargés. Une quinzaine de bénévoles déballent et organisent. Les produits sont

frais, appétissants et les quantités importantes. Une file s'est formée dans la cour. Cependant, en l'absence d'un mécanisme comme le PEAD, les *Tafeln* sont dépendants, pour la variété et les volumes de denrées collectées, des aléas de la vente de la grande distribution et des entreprises agroalimentaires : entre janvier et mars, les collectes fondent. De plus, il n'y a ni riz, ni farine, ni sucre, denrées non périssables que les magasins ne laissent pas à leur disposition, « et que l'on doit acheter ailleurs », explique Andreas,

↓ Les boutiques des « Tafeln » allemands, réseaux d'associations d'aide alimentaire, sont dépendantes des arrivages de nourriture.

↑ Au Secours populaire de Lille, les bénévoles gèrent, transportent et distribuent l'aide européenne. Ils sont l'élément humain de la chaîne de solidarité.

que ses stocks seront très maigres en raison de l'envolée des prix des céréales constatée fin 2010. À partir de 2013, l'avenir s'annonce très sombre : les États-membres s'apprentent à négocier une réforme profonde de la PAC, sur fond de cours des matières premières agricoles durablement élevés. En juillet dernier, Bruxelles prévenait les associations qu'elle s'attendait à ce que les stocks soient inexistantes à partir de cette date. Ces anticipations alarmantes ont déclenché une vaste mobilisation dans l'Union. En

France, les quatre grandes associations qui distribuent l'aide alimentaire – les Banques alimentaires, la Croix-Rouge, les Restos du cœur et le Secours populaire –, sont passées à l'offensive dès l'été dernier. Le mouvement, qui a reçu un grand nombre de soutiens de la part de l'opinion publique et des élus, a remis ses doléances au gouvernement et aux parlementaires. Début juillet, les députés européens adoptaient à 85 % une résolution demandant une mesure d'urgence afin de sauver le PEAD. En quelques semaines,

le dossier brûlant de la pérennisation de l'aide alimentaire communautaire est remonté au plus haut niveau des instances de l'Union : c'est le Conseil européen qui, réunissant les chefs d'États et de gouvernements devra trancher la question, qui interpelle désormais la politique de l'Europe face aux besoins de l'aide et de la solidarité, alors que la précarité alimentaire progresse fortement sur le continent. ■

Olivier Vilain
Photos Olivier Pasquiers/Le bar Floréal.
photographie



15%
des enfants vivent
dans des familles
dont les revenus
se situent sous le
seuil de pauvreté,
en Allemagne.
Une famille sur
cinq ne part pas en
vacances.

Vif accroissement des inégalités entre riches et pauvres en Allemagne

Le modèle social allemand évolue rapidement depuis dix ans. Privilégiant l'amélioration de sa compétitivité, le pays le plus riche d'Europe a opté pour un gel des salaires et une refonte de sa protection sociale: réduction des niveaux de pension de retraite, extension des bas salaires et substitution des confortables allocations de chômage de longue durée par une aide sociale de type RSA, baptisée Hartz IV (voir « Convergence » Alerte pauvreté n° 296, 2009). Pour le politologue Oli-

vier Giraud, l'Allemagne est le pays d'Europe dans lequel le nombre de travailleurs pauvres a le plus progressé, « jusqu'à rejoindre le taux américain » (*Informations sociales* n° 163). Parallèlement, le changement d'attitude des entreprises favorise le développement de la précarité car « de plus en plus de salariés n'arrivent plus à suivre les tâches toujours plus complexes qui leur sont demandées », relève Michael Elsner, spécialiste de la réinsertion à Diakonie, la fédération

des œuvres sociales de l'Église luthérienne. L'écart entre riches et pauvres risque de se creuser encore plus. Depuis douze ans, Awo, l'association d'entraide ouvrière créée par les syndicats, étudie les conditions de vie des enfants de 120 familles ouvrières et d'employés. « Ils disposent de qualifications de moins en moins élevées lors de leur début dans la vie active et leur intégration professionnelle est plus difficile », souligne Jürgen Enke, travailleur social dans l'organisation. |

60

EUROPE

→ Une équipe de bénévoles du «Tafel» fait le tour des magasins chaque matin à Lünebourg, au sud de Hambourg, pour collecter des denrées alimentaires.

Repas équilibrés

Helena approuve. Elle a dû quitter son travail de bibliothécaire pour s'occuper, seule, de ses deux enfants, qui ne vont à l'école que le matin, comme partout en Allemagne. « C'est un système extrêmement inégalitaire où les enfants des classes sociales supérieures et moyennes bénéficient de cours particuliers payants l'après-midi », signale Christoph Kuche, vice-président du Réseau européen d'action sociale (ESAN), dont est membre le SPF. C'est pourquoi le *Tafel* de Winsen, une commune à proximité de Hambourg, participe au

financement d'un programme qui comprend un repas, des loisirs et une aide aux devoirs. Une douzaine d'enfants sont reçus tous les midis à la maison des jeunes. « Si ces adolescents rentraient chez eux après l'école, ils se trouveraient seuls, à manger une nourriture de type fast-food. Leurs parents n'ont pas le temps ou le savoir-faire pour élaborer des repas équilibrés. Pour certains, les revenus sont insuffisants », explique Beate, leur assistante sociale. Créés en 1993, sur le modèle des organisations caritatives américaines, les 900 *Tafeln* sont fiers de leur indépendance assurée par les dons de mécènes privés et la modeste participation des personnes aidées.

Sollicitations en hausse

En l'absence de subvention publique, l'étendue des actions des *Tafeln* est limitée, malgré leurs 50 000 bénévoles. « Par exemple, nous avons renoncé à organiser des ateliers de cuisine car nous ne pouvons pas demander plus à nos bénévoles », illustre Jürgen, l'un des responsables de l'association

à Lünebourg. Ce système d'aide est à l'abri de la lourde menace d'une réduction du PEAD. Mais, il pourrait être dépassé si le nombre de personnes qui le sollicite continue d'augmenter. À Harbourg, il est passé de 800 à 1 000 en quatre ans et de nouveaux *Tafeln* se créent à la campagne pour aider les habitants qui fuient la hausse des loyers dans les grandes villes. « Depuis peu, les classes moyennes diminuent et viennent gonfler le nombre de pauvres », explique Jürgen, travailleur social chez Awo, une association d'entraide ouvrière émanant des syndicats. Le réseau des *Tafeln* est conscient de l'utilité que pourrait représenter l'aide européenne dans le pays le plus riche d'Europe. « Il y a quelques années, le réseau nous a sollicités pour effectuer auprès des députés une demande commune d'accès au PEAD, signale Aude Alston, de la Fédération européenne des banques alimentaires. Sans résultat. » L'Allemagne n'entend pas déroger à sa logique: l'aide sociale reste du ressort de chaque État membre, l'Union n'a pas à s'en mêler. |

Olivier Villain
Photos Olivier Pasquiers/le bar Floréal.
photographie



61

Petit bond en avant pour l'agriculture familiale dans les régions pauvres de la rivière Wei

Le SPF est une des rares associations à avoir travaillé avec les paysans du Gansu.

63

Ledéveloppementéconomique de la Chine n'a pas encore totalement éliminé la pauvreté. Certaines campagnes difficiles de provinces du centre, de l'ouest et du sud-ouest du pays vivent encore chichement. C'est le cas entre le Gansu et le Shaanxi, dans le corridor de la rivière Wei qui relie, dans le centre du pays, la ville de Baoji et de Tianshui où a été réalisée cette série de portraits d'agriculteurs. Mais la pauvreté rurale ne signifie nullement la misère. La vie s'améliore peu à peu. En 20 ans, le revenu annuel moyen d'un paysan a été multiplié par huit. L'abandon du système des communes populaires, dans les années 1980, a conduit au retour d'une agriculture familiale. Pour développer les campagnes, l'État a supprimé, en 2004, l'impôt sur les revenus paysans et diminué d'autres impôts et taxes. L'objec-

tif officiel reste de parvenir à une « moyenne aisance » pour tous vers 2020. Cet horizon apparaît plus ou moins lointain selon les conditions de vie de chacun.

Découvertes et échanges populaires

La ville exerce toujours un fort pouvoir d'attraction auprès des jeunes. Le travail et les conditions de vie sont pourtant parfois plus contraignants qu'à la campagne. L'urbanisation bouleverse les traditions. Ces dernières restent fortes à la campagne. La morale d'origine confucéenne influence fortement l'organisation de la famille et la manière de considérer les ancêtres.

Le Secours populaire est une des rares organisations non

gouvernementales françaises qui agit en Chine. Partenaire de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger, il a financé la construction de réserves d'eau de pluie dans le village de Zhaona, au Gansu, en 2008. Il a aussi manifesté une solidarité lors de catastrophes comme après le séisme de mai 2008 au Sichuan. Depuis, des échanges réguliers ont lieu. De jeunes Chinois, musiciens et sportifs, avaient visité la France l'année dernière. Une quarantaine de jeunes Français du SPF ont participé à des concerts et à des activités sportives, du 18 juillet au 1^{er} août, cette année. Beau geste de solidarité, en retour les Chinois ont envoyé plusieurs milliers d'euros au Secours populaire du Nord après l'incendie qui a détruit son entrepôt de Roubaix en 2010. | **Laurent Urfer**

Photo David Paul Carr

Zones difficiles

La Chine compte des régions aux conditions naturelles difficiles: zones désertiques ou montagneuses, des sols de loess pauvres, érodés, pierreux, pollués (une pollution naturelle et non industrielle), aridité. Leur enclavement explique leur retard socioculturel ou une faible croissance économique. Les conditions de vie y évoluent, mais des zones de pauvreté subsistent.

« L'installation de 100 puits a amélioré la qualité de vie des villageois de Zhaona, et a permis à l'économie locale de se développer. »

Le responsable du district de Qingshui et les 518 habitants de Zhaona sont ravis. Comme Jing Yuejing, leur doyenne, ils boivent depuis 4 ans l'« eau qui sauve la vie » grâce au SPF.

64

CHINE



Partenaire

Le Secours populaire développe des actions avec la Chine, en partenariat avec l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger. En 2008, des jeunes du Nord avaient assisté aux jeux Olympiques et étaient venus visiter Zhaona, village pour lequel il avait collecté en France. D'autres échanges entre jeunes Français et Chinois ont lieu depuis.

Jing Yuejing a 87 ans. Elle explique qu'elle est née en 1923. En fait, il faut comprendre 1924 car tout Chinois est censé avoir un an à la naissance pour compter les neuf mois passés dans le ventre de sa maman. La vieille dame reste active en aidant à faire la cuisine à la maison où elle vit avec sa famille. Elle ne voit plus beaucoup, elle ne parle plus très distinctement. C'est une des dernières du village à porter la veste de coton bleu, encore souvent associée aux campagnes chinoises dans l'imaginaire occidental. Malgré ses problèmes d'élocution, elle parvient très bien à se faire comprendre et se souvient du temps où il fallait parcourir deux kilomètres, deux fois par jour, pour porter avec la palanche sur l'épaule ou à dos d'âne l'eau potable nécessaire à la vie quotidienne.

L'eau de pluie ne manquait pas, mais tombait à l'occasion d'orages torrentiels et il fallait de gros et coûteux moyens pour pouvoir la recueillir. Dans cette région du Gansu, les eaux souterraines, travaillées par l'érosion des sols et trop riches en phosphore, se sont révélées impropres à la conservation et à l'irrigation. Tout a changé

à Zhaona depuis 2008. En quatre mois, avec l'aide de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE) et du Secours populaire, une centaine de puits destinés à la conservation de l'eau de pluie, d'une capacité de 35 m³ chacun, bénéficient aux 518 villageois. Le SPF a permis le financement de ces travaux importants en versant la somme de 220 000 yuans (environ 25 000 euros), complétée par les 60 000 yuans fournis par les villageois et les autorités locales.

« L'eau qui sauve la vie »

Les 280 000 yuans des travaux excédaient les capacités financières de ce petit village isolé sur les hauteurs d'un plateau de loess. Sans le coup de pouce venu de France, l'installation de ces réserves pour recueillir l'eau de pluie nécessaire à la vie des 330 foyers n'aurait pu être réalisée. Cette solidarité venue de si loin a été appréciée par tous les gens de ce petit village réunis sous les arbres de la grand-place. Ils expliquent que la vie quotidienne a radicalement changé

grâce à cette eau naturelle et de qualité, en mettant un terme aux fastidieuses corvées. La réserve totalise 3 500 m³ d'eau qui peut être conservée pendant trois mois d'affilée. Elle a aussi permis l'irrigation de 360 mus (un mu équivaut à 1/15^e d'hectare) de terrains consacrés aux légumes et de donner à boire en toute sécurité aux 60 têtes de bétail. Le progrès est aussi sanitaire. La nouvelle eau a mis fin aux maladies chroniques de peau et des articulations provenant de la consommation des nappes souterraines contaminées par la pollution des terres.

« La centaine de puits d'eau installés dans la cour de chacun des foyers a amélioré sensiblement la qualité de vie des villageois de Zhaona, mais elle a aussi permis d'augmenter les résultats économiques de l'ensemble du village et les revenus de chacun, même si cela est difficilement quantifiable », confie le responsable du district. La meilleure appréciation tient sans doute en quelques mots inventés par les habitants comme Jing Yuejing. Ils ont surnommé le précieux liquide *jiu ming shui*, « l'eau qui sauve la vie ». |

Laurent Ballouhey

Photo David Paul Carr



« Nous n'avons pas l'eau courante, mais notre situation s'est améliorée. Nous consommons nos propres céréales. »

Chez Yao Wenhai et Wang Chun'e, trois générations vivent encore sous un même toit. Ils perpétuent le mode de vie traditionnel répandu dans la région paysanne du Shaanxi.

66

CHINE

Retour au pays

« Le problème le plus important auquel les Chinois sont confrontés est d'avoir à manger », déclarait Deng Xiaoping en 1980, juste avant de lancer les réformes à la campagne qui redistribuaient les terres aux paysans qui la travaillent. Avant de redevenir paysan, Yao Wenhai avait d'abord trouvé un emploi à la ville comme cuisinier dans un grand restaurant. Ses parents, se faisant vieux et malades, l'ont rappelé pour qu'il revienne les aider travailler aux champs.

Pour rejoindre Xifeng en venant de Baoji, province du Shaanxi, il faut quitter l'autoroute neuve après une heure de trajet et longer ensuite la rivière Wei, un affluent du Fleuve Jaune. Le vaste plateau de l'ouest du centre de la Chine, aux terres arides et montagneuses, est considéré comme une « zone de grande pauvreté rurale ». À Xifeng, les maisons paysannes s'étalent des deux côtés de la route. Celle où vit Yao Wenhai avec sa famille abrite six personnes de trois générations : son épouse Wang Chun'e, ses parents et ses deux enfants. Leur demeure a été retapée, repeinte et consolidée, à la suite du tremblement de terre qui avait frappé durement la province voisine du Sichuan en 2008.

« Vous ne verrez pas de rizières par ici, explique Yao Wenhai. Le riz a besoin de grandes superficies. Ce n'est pas l'eau qui manque, mais l'eau de pluie – la seule que nous utilisons – suffit tout juste pour faire pousser nos céréales, guère plus. Nous ne cultivons que du blé et du maïs, et sur de petites surfaces seulement. Nous ne disposons que de 3 mus de terrain cultivable (1 mu équivaut à 1/15^e d'hectare), et ces céréales

sont destinées à notre consommation familiale. Cela nous suffit pour manger toute l'année, nous n'en vendons pas et n'en achetons pas non plus », explique le père de famille. Wang Chun'e, son épouse, le rejoint aux champs, l'après-midi, après avoir accompagné ses deux enfants à l'école du village et passé la matinée à cuisiner pour ses beaux-parents.

Épargne et parcimonie

« Nous n'avons même pas l'eau courante à la maison. Impensable pour nous d'avoir les moyens d'investir pour la conserver et irriguer nos champs, complète Wang Chun'e. Mais depuis quelques années, notre situation s'est améliorée. Nous consommons nos propres céréales, surtout le blé avec lequel nous faisons nous-mêmes les pâtes et les galettes qui sont la spécialité de notre région. Nous sommes arrivés à économiser et à garder en réserve une partie de notre récolte, ce qui pourra nous servir en cas de difficultés. » Dans la pièce qui jouxte leur chambre, le couple montre les sacs de blé et de maïs

accumulés pour constituer entre trois et quatre ans de réserves. Que craignent-ils ? Rien en particulier, disent-ils. « Mais c'est une habitude des paysans d'ici. Nous préférons épargner et stocker nos surplus de récoltes plutôt que de les vendre et obtenir de l'argent que nous dépenserions à l'extérieur. Nous mettons ainsi notre famille à l'abri des difficultés et des aléas climatiques. »

La sécurité alimentaire se fait ici au prix de beaucoup de travail, d'épargne et de parcimonie. L'autosuffisance se combine avec une consommation confinante à l'autarcie pendant toute l'année : aucun achat à l'extérieur, pas de viande sauf pour la fête du Nouvel An chinois ou pour une occasion exceptionnelle comme un mariage ou le départ d'un proche. La seule plainte de Wang Chun'e concerne la monotonie de la vie quotidienne. « À la campagne, la vie culturelle est très pauvre et nous manquons de distractions, à part les 15 jours de marché régional chaque année, où nous pouvons voir des produits nouveaux et rencontrer des gens venus d'ailleurs. »

Laurent Ballouhey

Photo David Paul Carr



Migration inutile

Huang Xiaolong est un des jeunes de Maojiazhuang parti en 2003 à Shenzhen – ville-champignon entre Canton et Hong Kong. Ouvrier d'usine, il gagnait jusqu'à 3 000 yuans par mois : « Au bout de sept ans, je n'avais rien mis de côté à cause de l'augmentation du coût de la vie. Comme mon épouse attendait un enfant, je suis revenu dans ma famille au village. Le bilan de ces huit années en ville est négatif. Si c'était à refaire, je ne recommencerais pas. »

« Beaucoup de jeunes sont partis en ville au début des années 2000 pour trouver du travail. La plupart d'entre eux sont revenus. »

Paysan et projectionniste de cinéma, Lu Hong est confiant dans l'avenir de sa campagne. Des activités diversifiées et une agriculture de qualité assureront la qualité de vie.

Le village de Maojiazhuang est surnommé « le hameau de la famille Mao ». Il monte à partir de la rivière Wei et se dégage sur un fond de hautes montagnes. Il semble surgi d'une peinture chinoise ancienne. Deux mille habitants répartis en trois cents foyers environ sont dispersés au flanc d'une colline verdoyante. L'ancien secrétaire du Parti, Lu Hong, 53 ans, qui fait encore office de chef du village, attire l'attention sur une particularité qui distingue ce petit bourg : « Si à peu près 10 % des jeunes sont partis au début des années 2000 dans les villes du sud et de l'est du pays pour trouver du travail comme ouvriers, la plupart d'entre eux sont déjà revenus. » Et cette tendance s'accroît même ces dernières années, précise-t-il, sans dissimuler une certaine fierté. Comment expliquer ce phénomène ? « D'une part, les conditions de vie deviennent plus difficiles en ville pour les jeunes, sans le soutien de leur famille. Mais surtout, la clé de ce retour au village se trouve dans la diversification des cultures agricoles : blé et maïs, pour notre propre consommation, et d'autres cultures comme

les légumes, les petits pois, les fruits qui permettent d'améliorer nos revenus, d'autant que l'État a cessé, il y a quatre ans, de percevoir l'impôt sur les cultures agricoles. » De plus, la terre du Shaanxi est la seule en Chine propice à la culture du poivrier de Sichuan. Une bonne récolte peut dégager des revenus de 20 000 à 30 000 yuans, une somme qui permet à une famille de vivre un an à la campagne.

Moto et cinéma

En Chine, une nouvelle politique a été engagée pour la décennie 2010-2020 afin de freiner l'exil vers les villes, de revivifier les régions rurales, même pauvres, en associant la diversification des cultures vivrières et la création d'emplois et de nouveaux services (transports, commerce, communications, santé, éducation...). Lu Hong fournit lui-même un bon exemple de cette diversification. Remplacé comme secrétaire du Parti – un mandat bénévole d'une durée de trois ans – il continue à être paysan une bonne partie de son temps, et s'est vu confier par le bureau de la culture du district (*xian*) la tâche de projectionniste

de cinéma. Se déplaçant avec une belle moto de 125 cc, il dessert les dix-neuf villages (*cun*) et les deux bourgs (*zheng*) en échange d'une rétribution annuelle de 15 000 yuans. « Mon travail consiste à animer la vie culturelle et aussi la vie politique du district. Je projette des films de distraction, d'autres avec un contenu politique et, enfin, des documentaires scientifiques ou techniques qui intéressent les paysans pour élever leur niveau de connaissances », explique Lu Hong qui prend sa nouvelle activité très au sérieux. « Diversifier les activités, ouvrir la voie à d'autres emplois de service, tels sont les moyens de survie possible pour dynamiser la vie à la campagne », assure Lu Hong, confiant dans l'avenir. Ce que confirme Gao Zhongke, 44 ans, le secrétaire du Parti qui lui a succédé. Tout en gardant un pied dans l'agriculture, il tient un petit magasin de pièces détachées pour machines agricoles, à l'orée du village de Maojiazhuang. Telle est l'image en constante évolution de nombreux villages de cette région pauvre et longtemps déshéritée du Shaanxi-Gansu. ■

Laurent Ballouhey
Photo David Paul Carr



« J'étudie l'électronique à l'université de Baoji. Je reviens souvent voir mes grands-parents au village pour m'occuper d'eux. »

Yao Xiaofeng a perdu ses parents lorsqu'elle était enfant. Ses grands-parents, agriculteurs à Shanmen, ne pouvaient payer ses études. Une association a pris les frais en charge.

70
CHINE

Éducation

Les campagnes restent le « parent pauvre » du système d'enseignement chinois, malgré les notables succès contre l'analphabétisme depuis 1949. Mais peu après l'application des réformes dans les campagnes dans les années 1980, on a enregistré une déscolarisation importante, les familles préférant garder les enfants pour aider aux travaux des champs plutôt que de les envoyer à l'école, devenue payante.

Dès la fin de l'école secondaire obligatoire chinoise, vers 14-15 ans, Yao Xiaofeng et son frère Yao Mingbai voulaient poursuivre leurs études. Hélas, leurs grands-parents, âgés et aux très faibles ressources, n'auraient jamais pu assumer les frais de scolarité exigés. Pour la sœur qui finit ses études d'électronique appliquée à l'université de Baoji, ces frais de scolarité s'élèvent à 4 500 yuans par semestre, donc 9 000 yuans par an, auxquels il faut ajouter 350 yuans par mois de « frais de vie » (*shenghuo fei* en chinois) qui couvrent l'alimentation et l'internat. Pour le frère encore au lycée, ces dépenses sont moindres, 1 000 yuans par semestre pour les frais de scolarité et 350 par trimestre pour les frais de vie.

Les structures publiques d'enseignement s'étant dégradées – et parfois même ayant disparu dans les campagnes –, le gouvernement promulgua, en 1986, une loi rendant la scolarité obligatoire pendant six ans dans les villes et cinq ans dans les campagnes, ce qui permettait tout juste de savoir lire, écrire et compter. Cette obligation a été portée à neuf ans pour tous en

1998. Mais obligation ne veut pas dire gratuité. L'effort financier n'est plus pris en charge par l'État mais reporté sur les familles, avec toutes les discriminations que cela entraîne. Or, l'éducation est devenue un facteur déterminant dans la valorisation professionnelle des individus. Et le niveau de qualification exigée des jeunes aujourd'hui n'a rien à voir avec celle demandée aux générations précédentes à la campagne.

Adolescents déterminés

Le grand-père Yang Mingxi, 66 ans, souffre de gros problèmes articulaires causés par l'eau contaminée de la région et doit dépenser une partie de ses faibles revenus pour acheter des médicaments. Les quelques mus (un mu représente 1/15^e d'hectare) de blé et de maïs qu'il cultive avec sa femme permettent de se nourrir pendant toute l'année et d'accueillir les deux petits-enfants qui viennent souvent leur rendre visite dans leur village de Shanmen et prendre soin d'eux. Ils récoltent environ 1 400 jins de céréales (700 kg), qu'ils vendent

pour moitié, auxquels il faut ajouter les pommes de terre, les choux et le soja qui agrémentent leur maigre quotidien.

Le chef d'établissement connaissait la situation de précarité de la famille et avait également remarqué la motivation des deux adolescents à continuer leurs études. Il a donc alerté une association locale de Baoji qui fait appel à des financements privés pour aider les enfants, issus de familles pauvres de la région du Shaanxi-Gansu, à poursuivre leurs études. L'association a fait le choix de prendre en charge une centaine d'enfants seulement, mais s'engage à les accompagner jusqu'à la fin. Ces actions de solidarité sont encore une goutte d'eau, mais s'avèrent indispensables dans cette région pauvre. L'État n'accorde de bourses qu'à titre exceptionnel et pour des élèves particulièrement brillants, que l'on trouve plus souvent dans les villes que dans les régions déshéritées. À la campagne, le niveau d'enseignement est très faible, assumé souvent par des paysans un peu mieux éduqués que la moyenne mais très peu formés. |

Laurent Ballouhey

Photo David Paul Carr





À Koh Lanta, le « peuple de la mer » défend son mode de vie traditionnel menacé par le tourisme.

←← Les Urak Lawoi – le « peuple de la mer » – vivent de la pêche au casier. La musique « ramana » joue un rôle central dans les cérémonies animistes. Les instruments du village de Klong Dao ont été financés par le Secours populaire d'Île-de-France, présent depuis le tsunami de 2004.



→ Crèche à poissons, la mangrove a été ravagée par le tsunami. Sur l'île de Lanta, des familles replantent des palétuviers grâce à l'aide du Secours populaire et de la fondation Yadfon.



74

THAÏLANDE



← Premiers habitants de Koh Lanta, les Urak Lawoi ont de plus en plus de difficulté à vivre de leur pêche.



75



← Le système des grossistes régit le commerce. Le SPF aimerait constituer un circuit de vente directe moins coûteux pour les pêcheurs.

Le Secours populaire s'est engagé auprès des Urak Lawoi après le tsunami de 2004. Depuis 2010, grâce à Yadfon, un fonds de roulement sert à entretenir bateaux et outils de pêche.

←← La pêche au casier, concurrencée par les chalutiers, est menacée par l'extension du tourisme qui réduit l'accès à la mer.



↑ Pêcheurs et navigateurs exceptionnels, les Urak Lawoi peuvent rapporter une tonne de poissons avec quarante casiers.

→ Au retour des bateaux, les femmes préparent le produit de la pêche.



Par l'ouverture d'un centre culturel, le SPF veut intéresser les touristes et les Thaïlandais à la vie des Urak Lawoi qui espèrent y gagner un meilleur respect de leur identité. *Photos Éric Prinvault*

→ → Pour remonter les casiers, les pêcheurs plongent jusqu'à 40 mètres sans palier. Leur technique est unique.





Les paysans sans terre conquièrent autonomie et dignité

Cultures locales contre café d'exportation.

Miguel Juárez, homme robuste et enthousiaste, fait partie de la masse des « colons » salvadoriens, des paysans sans terre travaillant pour le compte d'un propriétaire en échange d'un salaire journalier et d'un bout de terrain où ils peuvent s'installer avec leur famille. Au Salvador, on appelle *fincas* ces grandes exploitations agricoles tournées essentiellement vers des produits d'exportation tels que le café, la canne à sucre ou le maïs. On appelle *jornaleros* les paysans qui, jour après jour, se lèvent sans savoir si on aura besoin de leur main d'œuvre et, par conséquent, s'ils seront payés.

Au début du mois de mai, Miguel cueillait des oranges dans la propriété de sa patronne. Celle-ci l'avait appelé la veille pour lui annoncer qu'elle viendrait tôt de San Salvador, la capitale du pays, et qu'il fallait se préparer à une

longue journée de travail. Miguel, qui avait pourtant prévu de s'occuper de ses propres légumes, n'a pas contesté ces instructions. Il a laissé à ses deux fils le soin de ramasser les haricots verts avec l'aide d'un voisin en leur disant qu'il viendrait les rejoindre plus tard, s'il en a le temps. Depuis le début de l'année, Miguel sait qu'il peut compter sur deux ou trois journées de travail par semaine parce que la propriétaire a pris la décision de diversifier la production du domaine. Certes, c'est un volume modeste qui ne saurait suffire aux besoins d'un homme qui, comme lui, procure à manger à une femme et quatre enfants; mais l'époque où Miguel se lamentait quotidiennement du peu qu'il touchait en tant que *jornalero* est révolue.

Comme tous les paysans salvadoriens, et particulièrement ceux du département d'Ahuachapán, à l'ouest du pays, Miguel a été

← Medardo, en discussion avec Jean-Michel Fouillade, du SPF, n'est plus aussi dépendant de l'emploi dans les « fincas » depuis qu'il peut cultiver ses propres légumes.



80
SALVADOR

↑ La productivité s'accroît et les paysans parviennent à vendre leur excédent de légumes au marché de Sonsonate.

confronté à la crise internationale du marché du café dans les années 1990. « Les gens étaient désespérés », raconte-t-il sans oublier que sa patronne est dans les parages et qu'elle veille à ce que ses oranges ne soient pas négligées. « Le travail se faisait rare et parfois nous n'étions payés qu'un dollar ou deux à la journée, alors qu'en temps normal nous en touchions quatre. Tous les matins, je faisais le tour des *fincas* en espérant qu'un propriétaire me demanderait de rester, mais trois fois sur cinq je rentrais à la maison découragé et sans le sou », se souvient-il.

« L'époque était difficile pour tous,

rétorque la patronne, visiblement touchée par les mots de Miguel. La campagne n'était plus rentable et la plupart des propriétaires ont fini par s'installer en ville en laissant leurs *fincas* et leurs colons abandonnés. J'ai fait de grands efforts pour résister, et je peux vous dire que cet entêtement m'a coûté un argent fou que je ne suis pas près de récupérer », lâche-t-elle.

Mais la chute des prix du café n'était pas la seule préoccupation des paysans salvadoriens à l'époque. En 1998, un phénomène climatique connu sous le nom d'*El niño*, caractérisé par des températures anormale-

100 000 personnes ont trouvé la mort pendant la guerre civile (1980-1992). Des paysans et des chômeurs ont émigré en masse aux États-Unis. Actuellement, le pays affiche le taux d'homicide le plus élevé du continent et un tiers des Salvadoriens habitent en Amérique du Nord.

ment élevées, a détruit une partie de la récolte caféière. Quelques mois plus tard, l'ouragan Mitch a laissé derrière lui 374 personnes tuées ou disparues et près de 18 % de la production annuelle de grains détruite. En janvier et février 2001, deux tremblements de terre, accompagnés de 5 000 répliques, ont fait un lourd bilan : 1 140 morts, 2 000 disparus et 1,3 million de sinistrés. Près de 25 % des maisons des particuliers ont été détruites ou considérablement endommagées, amenant le nombre des sans-abri à 1,5 million, dans un pays qui compte moins de 7 millions d'habitants. La maison de la famille Juárez s'est effondrée dès les premières secousses. Comme la plupart des maisons de la campagne salvadorienne, elle était construite en *adobe*, mélange traditionnel de boue et de paille, peu coûteux mais bien trop fragile pour supporter la violence de la nature. « Ma première préoccupation fut ma famille, continue Miguel soulevant le lourd sac d'oranges qu'il aligne soigneusement avec les autres. Mais lorsque j'ai compris que personne n'était blessé, j'ai commencé à m'inquiéter des questions matérielles. Dans cette



← Les familles qui ont reçu des petits animaux d'élevage pour démarrer leur exploitation en cèdent à leur tour l'équivalent à un voisin quand leur exploitation a pris son essor.

région, nous avons l'habitude de construire nos propres maisons, mais fauché comme j'étais à l'époque, je ne savais pas par où commencer. »

Une aide originale après le séisme

Sans le soutien des ONG internationales, la famille Juárez ne s'en serait pas sortie. Elle a participé aux formations proposées par Atlas logistique afin d'aider les victimes à construire des maisons plus résistantes, tout en s'adaptant aux techniques locales et aux conditions spécifiques de chaque zone de travail. Mais, pour Miguel, c'est sans doute Jean-Michel Fouillade qui a proposé l'aide la plus originale aux victimes du séisme. Souriant et entreprenant, Jean-Michel était le représentant sur place du Secours populaire. L'association, présente au Salvador depuis la guerre civile des années 1980, apporte des aides d'urgence lors des catastrophes naturelles et accompagne des associations locales dans le développement de projets de solida-

« Au début des années 2000, je n'obtenais que 15 dollars pour un "quintal oro" (46 kg) de café. Les prix ont retrouvé récemment un niveau plus raisonnable. Mais vu leur instabilité, nous aurons du mal à écouler notre récolte au-dessus de 120 dollars l'année prochaine. »

Guillermo Antonio Jiménez, un des rares propriétaires participant au projet du SPF et de la Fundesyram.



rité. En partenariat avec l'ONG locale Fundesyram, et grâce aux cofinancements de la Commission européenne et du ministère français des Affaires étrangères, le SPF s'est engagé dans un projet à long terme visant à consolider les capacités d'autogestion de dix-sept communautés paysannes dans le département d'Ahuachapán. Cette région, durement frappée par la crise du café, bénéficiait peu des *remesas*, cette part des revenus gagnés à l'étranger que les migrants rapatrient, et qui représentaient près de 17 % du produit intérieur brut salvadorien en 2006, selon la Banque centrale du Salvador. En 2001, la malnutrition infantile était estimée à 53 % dans certains cantons du département et les infections respiratoires, ainsi que les maladies intestinales, étaient fréquentes chez les enfants de moins de 5 ans.

Par ailleurs, la dégradation des conditions environnementales rendait le département particulièrement vulnérable à de nouvelles catastrophes naturelles, la monoculture du café ayant réduit la diversité biologique et déclenché une destruction des habitats naturels de plusieurs espèces. La

Réforme agraire

En 1979, une junte militaire progressiste réussit à arracher une réforme agraire aux grands propriétaires. Mais, entre 1980 et 2009 (année de l'arrivée de la gauche au pouvoir), seuls 8 000 titres de propriété ont été remis aux paysans. Depuis 2009, 18 000 titres de propriété ont été délivrés. Près de 120 000 hectares devraient changer de mains avant la prochaine élection présidentielle, en 2014.

→ La réussite de la production familiale a permis à Blanca Estela d'acheter un moulin à broyer le maïs, source d'autonomie financière pour elle.



82

SALVADOR

Pays à risques

Formé de massifs volcaniques et situé à la frontière de deux plaques tectoniques, ce petit pays de l'Amérique centrale (21 040 km², soit deux tiers de la superficie de la Belgique) est fréquemment touché par des séismes, ce à quoi s'ajoutent les ouragans venant des Caraïbes entre juin et novembre. Le secteur rural en est la principale victime.

Une révolution dans les esprits et les champs

Le projet du SPF et de la Fundesyram ont décidé de s'attaquer à ces problèmes en garantissant la satisfaction des besoins alimentaires et l'augmentation des ressources économiques des familles du département. Des ingénieurs agronomes ont proposé des formations afin de développer les cultures horticoles, les vergers et l'élevage. D'abord timidement, puis avec enthousiasme, les paysans se sont décidés à remplacer une partie de leurs cultures de maïs ou de café par des parcelles de fruits et légumes. Aujourd'hui, Blanca Estela, la femme de Miguel, cultive des radis, des haricots verts, des tomates, des aubergines, des concombres. «Auparavant, je devais prendre le bus pour aller acheter tous ces

produits à Sonsonate, le village le plus proche. L'aller-retour me coûtait 1,20 dollar et me prenait trois heures. Aujourd'hui, je cultive mes légumes et avec les économies, je me suis acheté un moulin à moteur. Tous les voisins viennent moudre leur maïs chez moi, ce qui représente une nouvelle source de revenus pour toute la famille», raconte Blanca Estela, fière de ces progrès.

Voilà pourquoi le fait de ne travailler que deux ou trois jours par semaine pour la propriétaire n'est plus vraiment un problème pour Miguel. Sachant que désormais les siens mangent à leur faim, il vend les excédents de sa production dans la région. Cette semaine, lorsqu'il aura fini avec les oranges de sa patronne, il fera de nouveau le tour des *fincas* comme autrefois. Sauf que ce ne sera plus pour demander du travail, mais pour proposer les haricots verts qu'il a plantés, arrosés et cueillis avec sa femme et ses enfants, et qui sont incontestablement plus frais et moins chers que ceux qu'on trouve à Sonsonate.

Comme lui, des centaines de paysans ont réussi à atteindre un des principaux objectifs du pro-

jet du SPF et de la Fundesyram, transformer leurs petites unités de production en micro-entreprises agropastorales familiales, susceptibles de s'intégrer aux marchés local et national grâce à une production diversifiée et de qualité. Ces micro-entreprises sont articulées et coordonnées par des associations de producteurs locaux formés à la gérance, la planification des activités et la commercialisation. Les bénéficiaires, dont bon nombre de femmes et de jeunes, deviennent les acteurs et les décideurs dès le début de leur participation au projet. Par ailleurs, les personnes ayant reçu une formation ou une aide matérielle (des semences, des animaux) s'engagent à faire bénéficier les nouveaux participants d'une aide équivalente. Si, dans un premier temps, les petits producteurs étaient réticents aux notions d'agriculture biologique et de développement durable, ils se sont rapidement convertis aux engrais organiques, au reboisement et se soucient aujourd'hui de la conservation des sols. Carlos Ernesto, un jeune de 17 ans qui travaille avec Miguel, ne croyait pas que les engrais

18%
C'est la part du produit intérieur brut représentée par l'argent envoyé par les émigrés, qui s'élève à 2,5 milliards d'euros par an, et qui permet à l'économie du Salvador de survivre.

Les paysans restent exclus des bons résultats de l'économie salvadorienne

En 1993, alors que le Salvador sortait de douze années de guerre civile, le gouvernement de droite a décidé de s'attaquer à la crise de l'emploi en créant des *maquilas*, des usines bénéficiant d'une exonération des droits de douane dans le but de produire, à un moindre coût, des marchandises élaborées ou assemblées à partir de composants importés. La stratégie s'est accompagnée d'une vague de privatisations sans précédent. Le système bancaire, les télécommunications, le sys-

tème des retraites, l'électricité, aucun secteur n'a échappé à l'idéologie libérale du gouvernement qui a multiplié les mesures fiscales et douanières en faveur du libre-échange. Vers la fin des années 1990, ces mesures s'avèrent relativement efficaces d'un point de vue macroéconomique. Depuis 1996, le PIB progresse à un rythme annuel de 3,2% en moyenne. Mais tous les Salvadoriens ne profitent pas de ces bons résultats. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et

les Caraïbes des Nations unies (Cepal), 47,5% de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2004. De leur côté, le secteur agricole et les zones rurales ont été les grands oubliés de cette politique économique. Toujours selon la Cepal, 56,8% des Salvadoriens pauvres vivaient à la campagne en 2004. Par ailleurs, 70,9% des foyers consacrés aux activités agricoles étaient victimes de la pauvreté contre 40,6% des foyers consacrés à des activités non agricoles. ↓

83

biologiques pouvaient être aussi efficaces que les traditionnels. «J'ai dû faire l'expérience pour m'en convaincre. J'ai planté deux caféiers et n'ai apporté de l'engrais biologique qu'à l'un d'eux. Il a mis un peu plus de temps à pousser, mais il était beaucoup plus beau et vigoureux que l'autre.» Depuis, il ne jure que par les engrais, les insecticides et les fongicides biologiques, qu'il a appris à fabriquer lui-même.

L'énergie bio gagne la campagne

Pour sa part, Miguel a participé à l'installation d'une pompe à système de bélier hydraulique fonctionnant avec l'énergie fournie par une cascade. Grâce à ce dispositif, il a cessé de déplorer le fait qu'il ne pleut que six mois par an, et il peut désormais arroser ses cultures même pendant les périodes les plus sèches de l'été. Non loin de chez lui, la famille Tovar s'est mise à produire du biogaz par la fermentation de matières organiques animales

produites par ses cochons. Madame Tovar, qui vend des *pupusas* (galettes de maïs tendre fourrées au fromage, aux haricots ou aux légumes, un plat incontournable à travers tout le Salvador), n'a plus besoin d'acheter ses trois cartouches de gaz quotidiennes. Voilà qui est rassurant, surtout lorsqu'on sait que, au Salvador, le prix du gaz a presque triplé en deux mois! Jovelina Henríquez, une autre bénéficiaire du projet, est mère de douze enfants dont un qui s'est installé dans la capitale depuis

huit ans et qu'elle essaie de faire revenir à la campagne. «Il travaille en tant qu'agent de sécurité, raconte Jovelina en haussant légèrement les épaules. Il paraît qu'il a reçu des formations et que le salaire n'est pas trop mauvais. Mais aucune formation ne saurait dissuader les délinquants, et personne ne va me faire croire que sa vie n'est pas en danger, avec toute la violence qu'il y a dans la ville. Quant au salaire, il est vrai qu'il touche un peu plus que ce qu'il pourrait gagner à la campagne, mais il doit également payer un

↓ La fermentation du lisier de porc fournit du biogaz, source d'énergie renouvelable domestique très appréciable.





↑ Grâce à une pompe à système de bélier hydraulique alimentée par une cascade, Miguel peut irriguer ses cultures pendant la saison sèche.

loyer élevé, acheter des aliments qui sont chers. Au final, il ne lui reste pas grand-chose!»

Les revenus et l'espoir sont en hausse

À l'instar d'autres bénéficiaires, Jovelina cultive les légumes et les fruits que sa famille consomme quotidiennement; elle élève des poules, des canards, des lapins, et dispose de quelques porcs. «Aujourd'hui, nous savons que nous aurons toujours à manger à la maison, même s'il y a moins de travail à la *finca*. Je vous assure

que cela change la vie! Nous sommes occupés tout au long de l'année et personne ne se sent inutile. C'est ce que j'essaie de faire comprendre à mon fils aîné, celui qui habite en ville. Il a peur de devenir une charge pour la famille, mais il doit comprendre que nous ne dépendons plus de lui», dit-elle en souriant. Comme eux, ces trois dernières années, près d'un millier de familles rurales, à l'ouest du pays, ont bénéficié de ce projet. Au total, il a irrigué 30 000 personnes, dont 93% sont des indigènes. Quarante-dix-sept potagers familiaux ont été créés par les familles ne disposant pas de parcelles agricoles et cent-treize modules

«Ce projet a ceci d'extraordinaire qu'il modifie le regard que les gens portent sur eux-mêmes. Il redonne de l'espoir et de l'amour-propre à une population historiquement négligée, voire humiliée.»

Francisco Galindo Velez, ambassadeur du Salvador en France, Paris, 15 juin 2011

d'élevage ont été introduits dans les communautés. Les paysans participant au projet ont vu leurs revenus augmenter de 36% en moyenne, mais certains parmi les plus pauvres ont même réussi à les doubler. Le Secours populaire établit à 30 000 le nombre de bénéficiaires indirects du projet, soit 30% des habitants de la région d'Ahuachapán sud.

Ces bons résultats se voient néanmoins menacés par la question de la propriété de la terre. Miguel ne doute pas que sa patronne lui permettra de développer ses projets tant que ceux-ci ne mettront pas en péril ses propres revenus. Mais peut-il prévoir ce qu'elle pourra un jour considérer comme un risque pour ses intérêts? En attendant, il s'accroche à ses nouvelles activités et s'autorise à rêver d'un futur meilleur pour ses enfants. «Notre situation actuelle nous permet de leur acheter des cahiers et des chaussures pour qu'ils aillent à l'école, et je pense même qu'ils pourront aller à l'université», affirme-t-il. De quoi redonner de l'espoir à une population qui n'a été que trop marginalisée depuis des générations. |

Dario Viana

Photos Jérôme Deya

«Aucun d'entre nous n'avait jamais cultivé des fruits ou des légumes! Personne n'y avait pensé alors que, pendant les pires années de la crise du café, nous ne pouvions même pas acheter une tomate. Cela semble absurde aujourd'hui. Avec le projet du Secours populaire, notre vie a radicalement changé. **Même si les prix du café baissent, nous pourrions toujours nourrir nos enfants.** Ils seront en bonne santé et ils pourront continuer d'aller à l'école. Maintenant, nous pouvons leur offrir l'avenir qu'ils méritent.»

**La solidarité
passe les
frontières à
la vitesse de
la pensée.
Rien n'arrête
les bénévoles.**

Le monde est rempli
d'inégalités, mais
aussi d'humanité.
Partout, des personnes
s'engagent avec utopie
et modestie pour
le rendre meilleur.
Les rencontres
inspirent une autre
mondialisation.



ENGAGÉS

« Cette région du Japon vivait d'agriculture et de pêche. Difficile d'imaginer ce qu'il en sera demain, ni quel scénario envisager. »

Joori Kim est née au Japon. Étudiante en France, elle a assuré la liaison entre l'association nippone KnK et le Secours populaire au lendemain de la catastrophe du 11 mars 2011.

88
ENGAGÉS

Urgence

Kokkyo naki Kodomotachi (KnK, Enfants sans frontières), association japonaise, est dirigée par un Français. Elle mène des actions en faveur des enfants en Asie. La catastrophe du 11 mars l'a placée devant une situation inédite : agir en urgence dans son propre pays. Le pari a été relevé avec des aides internationales. Le Secours populaire a permis la distribution de produits de première nécessité, de matériel scolaire, l'achat d'un bus...

Dès l'annonce du séisme, dans le Nord-Est du Japon, Joori Kim prend des nouvelles de ses parents à Tokyo. « Ma mère a dû descendre 51 étages à pied et a mis plus de cinq heures pour rentrer à la maison. Les transports étaient hors service. Devant l'ampleur de la catastrophe, j'ai pris contact avec mes collègues de KnK. Notre association a travaillé après des séismes ou des tsunamis, au Pakistan ou en Indonésie. La première question : comment se rendre dans la zone sinistrée sans s'exposer au risque nucléaire ? C'est une décision difficile. Il s'agissait de mes collègues, des gens que je côtoyais tous les jours. » KnK collecte des dons dans son quartier de Tokyo et réalise ses premières distributions de biens à Kita-Ibaraki, une ville facilement accessible dans les premiers jours. En avril et mai, l'association parvient dans la préfecture d'Iwate pour aider les sinistrés réfugiés dans des écoles. Depuis, l'association œuvre pour que les enfants puissent retourner en cours. « Par exemple, notre premier bus scolaire tourne à Yamada Cho depuis le 23 avril, précise Joori. Il en est prévu 22 dans 5 villes et l'un

d'eux circule grâce au soutien du Secours populaire. » Après 15 années d'expérience dans l'humanitaire, la jeune femme ne s'attendait pas à reprendre du service depuis la France, où elle étudie l'action internationale et l'économie sociale et solidaire depuis septembre 2010 et pour deux ans.

Bien en Joori Kim

Elle juge que le monde de l'humanitaire au Japon se professionnalise beaucoup et ressemble parfois trop à celui des entreprises. « KnK est une petite association qui privilégie la motivation des volontaires. Notre slogan "grandir ensemble", ne concerne pas seulement les enfants... On y apprend plus que dans les grosses organisations. » Et le Secours populaire ? Elles s'y sent à l'aise, un mouvement à échelle humaine où les décisions se prennent rapidement, estime-t-elle. « Peut-être dois-je préciser que je suis coréenne... » Joori est née au Japon où elle a toujours vécu. Pendant un temps, elle a utilisé un nom japonais, comme de nom-

breux compatriotes, avant d'en revenir à son nom d'origine. « En visite en France, on me demandait toujours qui j'étais. Cela m'a fait réfléchir. Finalement, je me sens bien en Joori Kim. »

L'étudiante ne s'est en revanche posé aucune question quand il s'est agi de soutenir les réfugiés de la catastrophe. Un peu émue, elle s'est même retrouvée organisatrice du stand de KnK lors du concert de solidarité avec, entre autres, Jane Birkin, Camille et Sanseverino, à Paris le 11 avril dernier. Le Japon a rapidement reconstruit des habitations provisoires, mais des milliers de réfugiés ont perdu leur maison et leurs proches. La région touchée vivait de la pêche et de l'agriculture. La contamination nucléaire gèlera la reprise dans de nombreux sites. « Dans les grandes villes, le prix des produits agricoles venus des zones non touchées a augmenté et reste élevé. Beaucoup de gens évitent de consommer les produits du Nord-Est, d'autres insistent pour les acheter par solidarité. C'est difficile d'imaginer le futur de cette région. Je ne vois pas quel scénario envisager. »

Laurent Urfer

Photo Sébastien Le Clézio



« Je me suis dit que ce serait vraiment dommage que le projet périclité. C'est alors que j'ai décidé de m'installer à Gahanga. »

José Kagabo est revenu vivre au Rwanda. L'ancien trésorier du Secours populaire a sacrifié son confort à un idéal: transmettre la valeur de l'intérêt collectif dans une société pauvre.

Mémoire

Historien, José Kagabo est spécialiste des relations franco-rwandaïses. Obligé de fuir son pays en 1973, il y conduira la première mission du Secours populaire au lendemain du génocide de 1994. Il découvrira alors le sort tragique de sa propre famille. Tout en poursuivant son travail universitaire, il devient trésorier du SPF et en suit depuis les programmes dans le pays.

En sortant de Kigali, il faut prendre la première à gauche après le marché de Gahanga. Après 5 km, la piste s'arrête au-dessus du fleuve Nyabarongo. « Quand je suis venu m'installer ici, je me suis dit qu'il fallait la jouer "boy-scout", plaisante José. Il n'y a ni eau courante, ni électricité. J'ai acheté un groupe électrogène vorace en carburant et j'ai installé une citerne pour l'eau de pluie. » Loin de ses livres, de sa bibliothèque et de sa baignoire, l'ex-trésorier du SPF devenu sénateur au Rwanda se sent bien à Gahanga – il est malgré tout chez lui, ici.

Revenu enseigner à Kibungo, José garde toujours un œil sur le programme de l'association Solidarité rwandaise et du SPF démarré il y a quelques années. « Après plusieurs visites, nous nous sommes aperçus que des bénéficiaires avaient fini par désertir le projet. Je me suis dit que ce serait fou de laisser tomber. »

Depuis plus d'un an, le terrain de Gahanga est transformé. Finies les cultures de maïs et de soja pour nourrir des poulets. En quelques mois, les premiers groupes de maraîchage gagnent deux fois plus en produisant des légumes

sur des surfaces réduites. « Nous avons vite décidé d'élargir la culture sur trois ou quatre nouveaux hectares, avec des carottes, des choux verts, des courgettes, des oignons, des tomates... » L'expérience attire les habitants et suscite des idées. « J'essaie de faire comprendre qu'ici on ne joue pas "perso", il faut adopter un comportement collectif, affirme José. Nous avons monté des coopératives. Il y en a six aujourd'hui. »

Malinette, le gros lapin

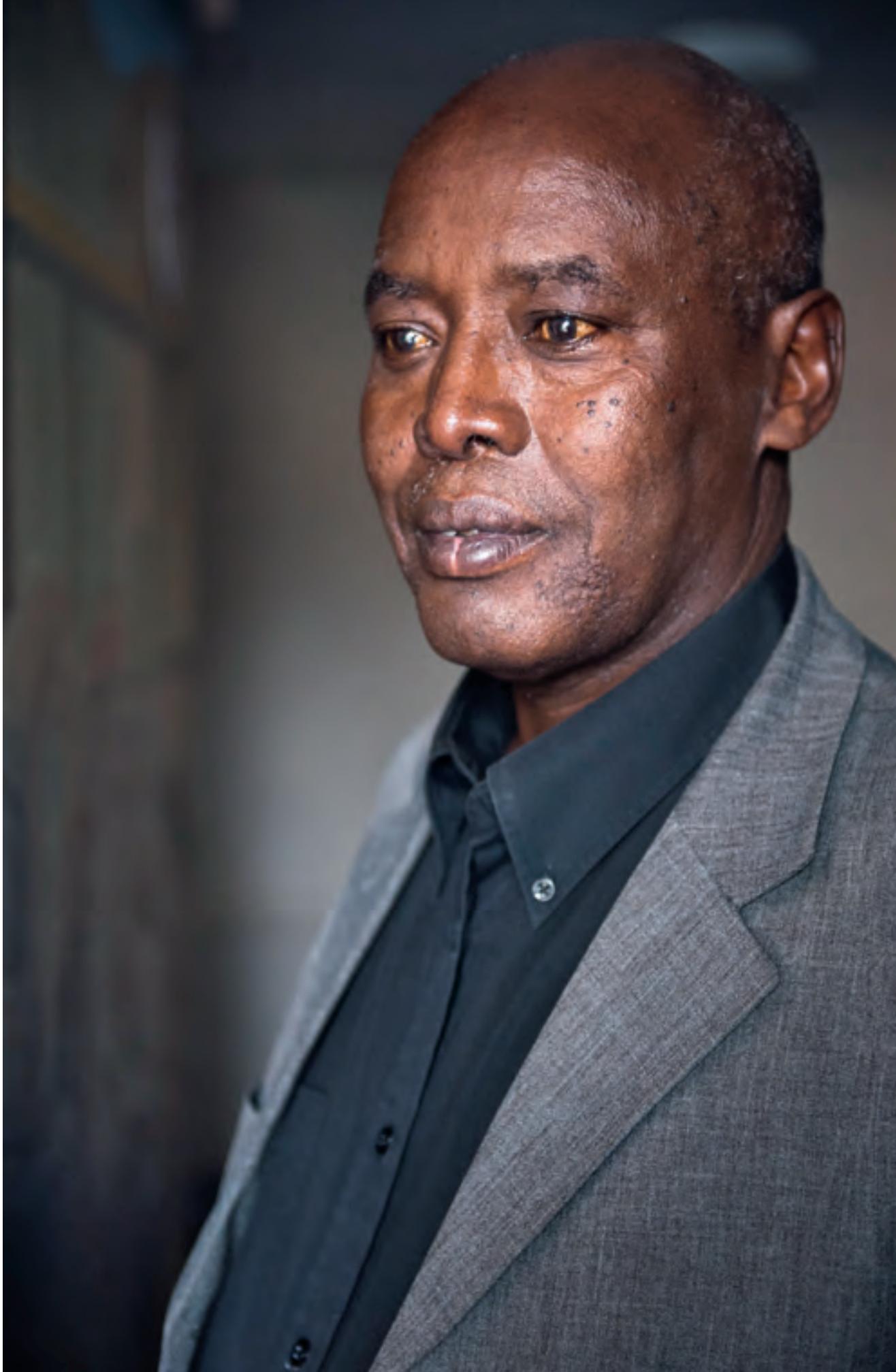
Les jeunes ont soif d'activités. Les hommes sont obligés de discuter avec leur femme parce qu'elles revendiquent le droit de travailler la terre. Gahanga devient un lieu d'émulation. Les projets d'élevage se multiplient: poules, lapins et pourquoi pas cochons. La garderie s'est transformée en semblant d'école maternelle avec 130 enfants accueillis au lieu des 40 attendus. « J'ai amené les enfants aux couturières de notre atelier pour qu'elles leur confectionnent des uniformes et qu'ils soient habillés correctement, explique José. Je les appelle mes

lapins. Poureux, j'étais Malinette, parce que je suis le monsieur à lunettes. Maintenant, ils me surnomment "gros lapin". »

Gahanga est l'un des villages où le taux de criminalité a été le plus élevé pendant le génocide de 1994. Parmi les habitants, certains ont de la famille en prison, d'autres en sont sortis; il y a aussi des migrants de l'intérieur... Le climat de confiance n'existe pas vraiment. Il est difficile d'aborder le passé. Impossible d'oublier, pour José Kagabo, l'historien. « Il faut une certaine extériorité par rapport à ce petit milieu. Il faut faire preuve de compréhension et de méthodologie. » C'est autour de quelques bières, dans la chaleur de la nuit, que les discussions deviennent possibles. « Les questions qui surgissent à Gahanga sont celles qui se posent dans tout le pays. Quand on est pauvre, on n'a pas de place dans sa tête pour penser à autre chose qu'à soi-même. Il faut du temps pour appliquer concrètement ce que les Belges ont inventé de mieux, lance-t-il, amusé, en référence à l'ancien colonisateur. Leur devise: "L'union fait la force". »

Laurent Urfer

Photo Sébastien Le Clézio



« Il y a beaucoup de différences entre la Corée et la France. Mais nos manières de voir la vie se ressemblent. »

Madame Li est correspondante du Secours populaire pour la Corée du Nord. Le bénévolat fut une heureuse découverte. Elle ne pensait pas les Français capables d'un tel altruisme.

92
ENGAGÉS

Orphelinat

Le Secours populaire du Nord organise régulièrement l'envoi d'un conteneur d'aide en Corée du Nord. Le voyage par mer dure 40 jours. À l'arrivée, une mission du SPF réceptionne et supervise la distribution avec l'aide de la Croix-Rouge locale. La dernière livraison alimentaire a eu lieu l'été dernier pour un orphelinat de Kaesong. Un projet de transformation de soja ou de viande est à l'étude.

Les rencontres décisives sont souvent inattendues. La route de Madame Li croise celle du Secours populaire un soir de 2004, à l'Unesco. « Nous avons parlé des grosses inondations qui avaient ravagé le pays, se souvient l'ancienne professeur de littérature internationale. Nous nous demandions comment aider les gens. Avec Jean-Louis Callens, responsable du SPF du Nord, nous avons organisé une première aide alimentaire dans un orphelinat de Kaesong avec la Croix-Rouge. » Depuis, le partenariat se poursuit, au rythme d'une action par an en moyenne. « Envoi de matériel médical après un gros accident ferroviaire, échanges, participation aux distributions des aides », raconte Madame Li. « Nous intervenons principalement sur le plan alimentaire, complète Jean-Louis Callens. Il y a des carences. La Corée du Nord vit au rythme d'un embargo et d'aléas climatiques. » Madame Li cite une série de catastrophes qui remonte à 1994, avec des inondations, en 2009, considérées comme les pires depuis 1945. La destruction des cultures, des routes, des infrastructures, ainsi qu'un relief

très montagneux et des hivers extrêmement rigoureux sont à l'origine d'importantes difficultés d'approvisionnement. Arrivée en France en 1989, la bénévole est toujours restée en relation avec son pays, où elle retourne au moins une fois par an. Avec la tâche, aujourd'hui, de représenter le Secours populaire et de guider les missions.

Engagée pour la dignité

« J'ai été très surprise en France, sourit Madame Li. Quand je suis arrivée dans le libre-service alimentaire du Secours populaire du Nord, j'ai vu des centaines de personnes. Elles avaient un ticket de quelques euros et elles repartaient avec des sacs pleins. Il y avait beaucoup de monde. Les gens étaient contents. Ça m'a marquée. » Ce qui étonne le plus la Coréenne, ce n'est pas tant de constater qu'il y a de la pauvreté dans un pays riche comme la France. C'est plutôt qu'il existe autant de bénévoles et de solidarité. « J'ai l'impression que cette culture du don n'existe pas dans tous les pays européens. Une

phrase affichée dans un couloir du Secours populaire m'a beaucoup touchée: "Sans dignité humaine, que reste-t-il?" J'ai décidé de travailler dans ce sens-là. » Madame Li est rapidement devenue responsable du réseau Asie du SPF du Nord à la grande satisfaction de Jean-Louis Callens. Les manières de voir sont différentes, mais en se côtoyant, on se comprend mieux. La présence de Madame Li nous permet aussi d'aborder plus facilement les relations avec d'autres partenaires, comme les Chinois par exemple. »

Quand elle évoque sa Corée, Madame Li ne mentionne pas spontanément « du Nord ». Comme des millions de compatriotes, elle espère une réunification un jour avec le Sud. « Il ne faut pas s'arrêter à la vision des médias, conclut-elle. Il existe beaucoup de relations entre la Corée et la France et le Secours populaire reste dans son rôle d'organisation non gouvernementale. Malgré les différences, les manières de voir la vie au sein des populations se ressemblent. Quoi qu'il en soit, c'est petit à petit qu'on apprend à se comprendre. » |

Laurent Urfer
Photo Sébastien Le Clézio



« Quel que soit son âge, quand on a encore de belles illusions sur le monde, on a l'envie et le devoir de le faire changer. »

Dominique a travaillé au Mexique, au Burkina Faso, au Salvador... De retour en France, il aide des paysans du pays Basque à s'installer mais garde des liens avec l'étranger.

Motivé

Passé de l'action de terrain à la coordination en France, Dominique s'aperçoit qu'il faut « vraiment beaucoup de motivation pour être bénévole ici en travaillant pour des projets à l'étranger ». Avec Joëlle, une infirmière qui connaît bien le Salvador, il informe et collecte pour le programme santé et alimentation mené avec MDS (Médicos por el derecho a la salud). Il est passé à une autre forme de travail de terrain : convaincre que la solidarité est une valeur qui dépasse les frontières.

Son aventure commence à Oaxaca, au Mexique, à la fin des années 1990. Dominique dispose juste d'un endroit où dormir et d'une carte. Son travail : analyser les habitudes des communautés rurales pour son rapport de fin d'études. « Au début, les gens nous prenaient pour des *gringos* avec mes deux collègues, sourit le spécialiste en agroéconomie. Ils se cachaient derrière leurs maigres épis de maïs. Mais, en six mois, on a eu le temps de se connaître. » Son arrivée au Salvador, en 2001, est aussi folklorique : « J'avais un sac à dos, un ordinateur portable et une liasse de dollars. Une bonne sœur m'attendait à l'aéroport. Elle m'a conduit dans la famille qui allait me loger. Je n'avais plus qu'à me débrouiller. » Pour sa première mission avec le Secours populaire, il rencontre des organisations salvadoriennes, comme la Fundesyram qui mène de gros programmes agricoles, ou Médicos por el derecho a la salud (Médecins pour le droit à la santé, MDS). C'est avec cette association que Dominique coordonne comme bénévole, depuis un an, un programme de santé communautaire pour le SPF des régions

Aquitaine et Midi-Pyrénées. « J'ai apprécié l'indépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds. On donne vraiment la priorité aux besoins des gens, plutôt qu'aux lignes de crédit. » Mais l'idée la plus séduisante est universelle : « Quand les paysans sont organisés, le monde rural finit toujours par émerger dans la société. Cela entraîne des changements positifs dans les pays où la majorité de la population est agricole. »

Demain le retour à la terre

Installé depuis cinq ans dans les montagnes du pays Basque et du Béarn, Dominique est devenu formateur pour de jeunes exploitants. « Ici, on fait du lait de brebis. Le métier est difficile, mais c'est une passion. On a la chance de disposer d'appellations d'origine contrôlée, de petites structures familiales et paysannes. » Le passage par les champs du monde a affermi la vision réaliste du jeune homme. Il regrette presque d'avoir renoncé à « supprimer toutes les inégalités ». Le bénévole souhaite plus modestement que ses engagements

changent un peu la vie des gens. Au besoin, le Secours populaire lui fournit sa dose d'utopie : « J'y rencontre des personnes qui ont toujours de belles illusions quel que soit leur âge. »

Dominique est tout de même arrivé à la conclusion que les moyens existent actuellement pour produire une alimentation en quantité suffisante, de façon propre et sans OGM. « Il faudrait organiser les échanges mondiaux de façon intelligente pour éviter que des cultures subventionnées concurrencent celles des paysans locaux. Une solution consiste à relocaliser l'agriculture, y compris en France. » Pas forcément illusoire à en juger par le développement des installations agricoles, des réseaux de type Amap, ou l'aspiration à consommer des produits de qualité. « Aujourd'hui, ce genre de vie reste réservé à une petite partie de la population. Mais c'est une tendance. Les systèmes agricoles industriels et locaux cohabiteront, mais je suis sûr que le retour à la terre aura lieu un jour. » Sans nostalgie. Juste l'invention d'une vie de meilleure qualité. |

Laurent Urfer

Photo Sébastien Le Clézio



→ Du Salvador au Bénin, la Terre peut nourrir tout le monde à condition de réduire la pauvreté.



Jérôme Deva



David Paul Carr

96

ARGUMENTS

Petit manuel pour combattre les idées reçues sur la faim dans le monde

Depuis 2009, plus d'un milliard de personnes souffrent de faim et de malnutrition dans le monde, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cela représente environ 17% de la population mondiale. Les Nations unies espèrent diviser par deux cette proportion en 2015, pourtant elle reste stable depuis quinze ans. Première cause identifiée: la pauvreté.

Méfiez-vous des évidences

Les fantasmes ont la vie dure. Voici quelques idées, délirantes ou séduisantes, perçues comme des vérités alors qu'elles sont fausses: **«Il y a trop de bouches à nourrir.»** Le spectre de la «surpopulation» est une illusion. Il date des années 1960, quand la rapide augmentation de la population mondiale laissait présager des batailles rangées pour la nourriture. Mais à l'image des pays industrialisés, les pays du Sud voient se stabiliser leur démographie. Selon l'ONU, le nombre d'humains devrait culminer à 9 milliards environ vers 2050 (on prédisait jusqu'à 15 milliards). **«Il n'y a pas assez de nourriture pour tout le monde.»** Au contraire! L'agriculture produit globalement plus de calories que les recommandations nutritionnelles admises pour l'ensemble de la population mondiale. Cependant, une grande partie sert à alimenter le bétail pour la production de viande et près de 30% des produits agricoles et alimentaires sont perdus chaque année en raison d'une mauvaise gestion.

«C'est à cause des catastrophes naturelles.» Sécheresses, pluies diluviennes, séismes, etc., ne sont pas les premiers déterminants des crises de la faim. Ils les amplifient parce que les populations les plus touchées sont aussi les plus précaires. **«L'aide alimentaire est insuffisante.»** Elle est indispensable lors des crises et souvent déficiente. Cependant, elle s'installe parfois en concurrence des producteurs locaux et désorganise des agricultures locales déjà fragilisées.

La pauvreté crée la faim

Il existe aujourd'hui un large consensus sur la cause principale de la faim: c'est la pauvreté. Et surtout en milieu rural, contrairement à une idée reçue: 70% des personnes sous-alimentées sont des paysans, qui ne possèdent pas de terre ou trop peu pour se nourrir, pas assez de moyens pour investir et accroître leur productivité, etc. La situation est souvent aggravée par une mauvaise répartition des productions alimentaires.

Pressions d'aujourd'hui

Depuis 2008, les terres arables font l'objet d'un regain d'intérêt dans le monde de la part des investisseurs, compliquant la résolution des problèmes alimentaires. **«Les agrocarburants: manger ou conduire.»** La raréfaction du pétrole bon marché et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ont provoqué une explosion des cultures destinées à produire des carburants – maïs, palmier à huile, oléagineux, canne à sucre, etc. – par dizaines de millions d'hectares dans certains pays (Indonésie, Malaisie, Brésil, Colombie...). **«L'appropriation des terres pour nourrir les pays riches.»** La crise des prix alimentaires de 2008 a provoqué une course planétaire pour l'accaparement de vastes superficies de terres arables, à coup de centaines de milliers d'hectares. Pour l'année 2009, ces transactions foncières auraient concerné près de 50 millions d'hectares, dont les trois quarts en Afrique subsaharienne, relève la Banque mondiale. Parmi les

opérateurs, des fonds souverains de pays riches en déficit agricole: les terres serviront à produire des aliments rapatriés sur leurs marchés nationaux.

Scénarios pour demain

Risques pétroliers, menaces sur la biodiversité et dérèglements climatiques pèsent sur le modèle agricole mondial dominant. Plusieurs travaux explorent des pistes nouvelles pour fournir de la nourriture à tout le monde, de qualité et bon marché, assurer la stabilité des approvisionnements, limiter les émissions de CO₂, préserver les ressources naturelles.

Le scénario AG1 de la prospective Agrimonde de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra, www.inra.fr) et le Centre de recherche agronomique pour le développement (Cirad, www.cirad.fr), considère une hypothèse novatrice: une baisse de la ration calorique dans les pays industrialisés. Dans ce scénario, les systèmes de production sont fortement remaniés: les calories végétales servent prioritairement à l'alimentation humaine (les deux tiers vont actuellement à l'élevage), la spécialisation à outrance laisse place à la diversification locale des productions, les savoir-faire paysans sont privilégiés. De son côté, le Worldwatch Institute, dans un rapport original (www.worldwatch.org) consacré à l'Afrique, abandonne les promesses technologiques incertaines pour détailler les réels atouts du continent pour se nourrir. La consistante étude *The futur of food and farming* (L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture) de l'Office gouvernemental britannique de prospective (www.bis.gov.uk/foresight), recommande notamment de valoriser le développement rural, l'agriculture familiale et le statut des femmes. |

Patrick Piro

97

Objectif 2015

En 2000, les États de l'Onu se sont fixé huit objectifs pour le développement. Le premier consistait à réduire l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015. L'extrême pauvreté a reculé, sauf en Afrique subsaharienne, mais la malnutrition et la sous-nutrition restent, hélas, stables. Parmi les obstacles identifiés: les variations de prix des matières premières, les régimes alimentaires, l'urbanisation ou les agrocarburants.

SÉMINAIRE

La Terre peut nourrir tout le monde, mais à quel prix ? L'écrivain Jean Ziegler s'emporte contre les inégalités qui génèrent la malnutrition. Le philosophe Pierre Rabhi, lui, explore les solutions offertes par la sobriété et la simplicité volontaires. Mais les modèles agricoles doivent être remis en question rapidement, rappelle Sophie Bessis, historienne et chercheuse : le nombre d'humains augmente alors que les écosystèmes se dégradent.

98

Dans le monde, quand un enfant meurt de faim, il meurt assassiné

Jean Ziegler

La faim est un massacre quotidien. Chaque année, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus connue sous son sigle anglo-saxon FAO (Food and Agriculture Organization), publie son rapport, «L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde». Il révèle que toutes les cinq secondes, un enfant de moins de cinq ans meurt de faim. Près d'un milliard de personnes sont en permanence sous-alimentées. **En 2006, plus de 36 millions de personnes sont mortes de faim ou de maladies dues aux carences en micronutriments. En 2010, la faim a tué plus d'êtres humains que toutes les guerres réunies au cours de cette même année.** En 2001, il y avait 826 millions de personnes rendues invalides des

suites d'une sous-alimentation grave et chronique. En 2005-2006, elles étaient plus de 854 millions. Le nombre de victimes de la sous-alimentation chronique a augmenté de 48 millions de personnes entre 2009 et 2010. La planète compte 6,7 milliards d'êtres humains. Or, selon la FAO, en l'état actuel des forces de production, le monde pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains. Le double. Il n'existe donc aucune fatalité s'agissant de la faim. Un enfant qui meurt de faim est assassiné. Et ce massacre se déroule dans une normalité glacée.

Quelles sont les personnes qui souffrent le plus de la faim ? La situation est paradoxale. Environ 2,6 milliards de personnes vivent encore à la campagne à travers le monde. Parmi elles, les victimes

99



← Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'Onu pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008 et professeur émérite de sociologie à l'université de Genève, est notamment auteur de « La Haine de l'Occident » (Albin Michel, 2008).

de la sous-alimentation sont le plus souvent les petits producteurs. Ce sont les métayers, les paysans sans terre, les journaliers agricoles, les éleveurs, les pêcheurs, les petits paysans qui n'ont pas plus d'un hectare de terre. Les femmes souffrent généralement encore plus de la faim que les hommes, pour des raisons sociologiques multiples liées aux sociétés traditionnelles. Il y a aussi des millions de réfugiés écologiques, notamment dans la zone sahélienne, que le Sahara grignote chaque année d'environ 5 kilomètres.

Il existe bien évidemment aussi des victimes urbaines de la faim. La FAO les appelle les « extrême-ment pauvres ». Des millions de personnes vivent dans de l'« habitat informel », les bidonvilles, des *slums* de Karachi aux *favelas* de Rio. En Amérique latine, 42 % de la population vit dans ces conditions, où il n'y a rien, ni eau ni aucun service public. **Au total, la population des bidonvilles du monde représente 1,2 milliard de personnes avec des revenus très bas. Si bien que le seul budget alimentaire pour ces familles pèse pour 85 % de leurs infimes revenus.**

Cette distinction entre pauvres ruraux et pauvres urbains est néanmoins purement pédagogique. Car, en réalité, 43 % des paysans doivent eux aussi acheter de la nourriture pour faire la « soudure » entre l'épuisement des récoltes à la fin d'une saison et la prochaine récolte. Les périodes de sécheresse s'allongent toujours plus. Au Niger ou au Darfour, par exemple, la soudure est désormais de quatre mois. Il faut donc inévitablement acheter de la nourriture. Mais avec quoi ?

Mourir de faim, c'est un processus qui se déroule partout de la même façon. Un être humain peut rester trois minutes sans respirer, trois jours sans

boire et trois semaines sans manger. Après, les dégradations physiques et physiologiques sont irrévocables. C'est un processus univoque. Les causes, en revanche, sont nombreuses et résultent de facteurs multiples qui se croisent.

La mondialisation est le principal responsable de la faim. L'an dernier, les 500 plus grandes sociétés multinationales privées ont contrôlé 52,8 % du produit mondial brut. Plus de la moitié des richesses du monde sont allées à quelque 500 entreprises ! Les oligarchies du capital financier détiennent un pouvoir qu'aucun roi, aucun empereur, aucun pape n'a jamais eu dans toute l'histoire de l'humanité. Ces « gigantesques personnes immortelles », comme les nomme le philosophe étatsunien Noam Chomsky, ont des capacités productrices, créatrices impressionnantes, mais ne fonctionnent que selon la logique de la maximisation des profits. Pendant ce temps, dans l'hémisphère sud, les charniers de la faim se multiplient. Cet ordre cannibale du monde est habité par une violence structurelle.

L'ordre cannibale

À la campagne, il y a trois raisons pour lesquelles les êtres meurent de faim. Tout d'abord, il y a la dette. Elle était, pour l'ensemble des pays du tiers-monde, de 2 100 milliards de dollars en 2010. Généralement, quand les pays endettés ne peuvent plus payer, le Fonds monétaire international (FMI) leur dit : « Nous allons échelonner, mais en échange vous devrez mettre en œuvre toute une série de mesures. » Ce sont les plans d'ajustement structurels. Le plus souvent, ces plans s'accompagnent d'une augmentation des terres agricoles dédiées à l'exportation. Le but est de gagner des devises en produisant du coton ou autres. L'agriculture vivrière ne vaut rien pour le FMI. Les terres qui produisent des aliments pour les populations locales reculent donc toujours plus. **Partout où il y a des plans d'ajustement, la faim augmente. Dans la pratique, tout ce que gagnent ces pays à l'exportation doit être consacré à l'amortissement et au paiement des intérêts de la dette. Une comparaison doit être opposée à ces 2 100 milliards de dollars : en 2006, l'aide publique au développement fournie par les pays industriels du Nord aux 122 pays du tiers-monde membres de l'ONU s'est élevée à 58 milliards de dollars seulement.**

La deuxième raison est le *dumping* agricole. Les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les pays riches donc, ont payé 349 milliards de dollars à leurs paysans pour les aider à produire et à exporter. De ce fait, n'importe où, à Bamako ou ailleurs, sur les marchés des pays

RÉAGIR. Jean Ziegler a inspiré le documentaire « We feed the world », réalisé en 2007 par Erwin Wagenhofer. Dans un entretien bonus du DVD, l'écrivain livre des idées pour que chacun puisse lutter contre le marchandage alimentaire : refuser d'acheter la nourriture transgénique ; ne choisir que des produits locaux ou nationaux, et de saison ; et préférer le commerce équitable.

en développement, on peut acheter des produits importés des pays riches à la moitié voire au tiers du prix du même produit local. À Sandaga, au cœur de Dakar, au Sénégal, le plus grand marché de biens de consommation courants en Afrique de l'Ouest, la ménagère peut acheter des tomates françaises, espagnoles, portugaises bien moins chères que celles que produit le paysan wolof un peu plus loin, s'acharnant sous un soleil brûlant jusqu'à quinze heures par jour. Peu d'êtres humains travaillent autant et dans des conditions aussi difficiles en n'ayant pas la moindre chance de gagner le minimum vital. Dans les 47 pays de l'Afrique subsaharienne, 3,8 % seulement des terres arables sont irriguées. On pratique toujours l'agriculture de pluie, avec des outils extrêmement insuffisants.

Parallèlement – hypocrisie insupportable – des réfugiés de la faim qu'on a fabriqués sont pourtant rejetés à la mer par Frontex, cette agence qui « gère » les frontières extérieures de l'Europe.

Enfin, il y a une inégale répartition des terres à travers le monde. Au Guatemala, par exemple, 1,8 % de la population détient 57 % des terres. L'an dernier, dans ce pays, 92 000 enfants sont morts de faim... S'ajoute désormais un accaparement des terres. Des fonds d'États – saoudiens, chinois, etc. – se ruent littéralement sur les terres arables à l'étranger pour y faire produire des aliments qu'ils rapatrieront ensuite, car les prix agricoles sur les marchés mondiaux augmentent. En 2010, 41 millions d'hectares ont ainsi été soustraits à l'usage des paysans d'Afrique subsaharienne. Il y a aussi des spéculateurs qui produisent des fruits et légumes à contre saison pour les marchés européens ou plantent des palmiers à huile ou des champs de canne à sucre pour fabriquer des agrocarburants. Les paysans, eux, sont expulsés et vont s'entasser dans les bidonvilles.

Pour les populations urbaines, la raison principale

de la faim est la hausse des prix des denrées alimentaires. Les prix des aliments de base ont explosé. Le riz a augmenté de 73 % depuis 2008. Le maïs de 64 %. La tonne de blé meunier est passée à 270 euros, alors que l'an dernier elle était à 110 euros. Ces augmentations ont du reste été l'une des raisons du déclenchement de l'insurrection populaire en Afrique du Nord.

Les prix flambent parce que les grands spéculateurs ont perdu beaucoup d'argent dans la crise financière de 2007-2008. Pas moins de 85 000 milliards de dollars ont été détruits. Les placements ont alors migré des places financières vers les bourses de matières agricoles. Des profits énormes s'accumulent aujourd'hui avec la spéculation sur le riz, le soja, etc. Selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), lors de la première flambée des prix de 2008, le gain purement spéculatif sur ces produits était de 37 % en moyenne.

La faim peut être vaincue par l'homme

Mais, les agrocarburants sont aussi responsables de cette hausse faramineuse des prix. Les États-Unis incitent à la substitution de l'énergie fossile par l'énergie végétale. L'idée étant de diminuer la dépendance envers des pays de régions du monde instables (golfe Persique, Moyen-Orient...). Chaque année, 25 % des produits industriels mis sur le marché dans le monde sont américains. Pour cela, pas moins de 20 millions de barils de pétrole sont utilisés chaque jour, dont 8 millions seulement viennent des États-Unis. **Il se met donc à brûler des céréales pour produire des carburants végétaux. En 2010, les États-Unis ont détourné 138 millions de tonnes de maïs pour cet usage. Brûler de la nourriture quand un enfant meurt toutes les cinq secondes faute d'aliments, c'est un crime contre l'humanité.** La faim est faite de main d'homme, elle peut être vaincue par les hommes. En démocratie, normalement, il n'y a pas d'impuissance. Nous pouvons donc exiger des ministres de l'agriculture des pays riches que le *dumping* soit arrêté. On peut voter le désendettement des pays les plus pauvres. On peut interdire l'agroéthanol produit avec des aliments. On peut changer les règles des bourses en décidant d'arrêter la financiarisation, en interdisant les contrats à termes pour les opérateurs qui ne produisent ni ne délivrent de marchandise.

Il faut une insurrection des consciences. L'ennemi est puissant, mais il n'est pas invincible. |

Propos recueillis par Stéphanie Barzasi

Photo David Paul Carr

925 MILLIONS

C'était le nombre de personnes sous-alimentées en 2010 dans le monde, selon la FAO. La situation continue donc de s'aggraver : ce chiffre, qui dépassait le milliard lors de l'exceptionnelle crise alimentaire et économique de 2007-2008, reste supérieur à son niveau antérieur. L'agriculture et l'économie rurale – un tiers du revenu des pays les plus touchés par les crises, et secteurs clefs pour leur subsistance –, reçoivent pourtant moins de 5 % des aides.

Les néo-colons

L'Afrique est le champ de bataille des intérêts multinationaux. Jean Ziegler était l'un des premiers à dénoncer les curées néo-colonialistes sur ce continent. En 1978, il publiait « Main basse sur l'Afrique, la recolonisation », dans lequel, il décrivait notamment la mainmise du capital financier sur les ressources naturelles.

L'agriculture paysanne et écologique peut nourrir le monde

Pierre Rabhi

Les promoteurs de la production agricole intensive sont catégoriques : l'agriculture paysanne serait bien incapable de nourrir 9 milliards d'êtres humains d'ici à 2050 ! Ces gens « bien intentionnés » ne se demandent pas si le modèle productiviste qu'ils soutiennent alimente vraiment la population actuelle, alors que des révoltes se multiplient contre l'envolée des prix des denrées alimentaires, à la suite notamment des baisses ponctuelles de la production mondiale de céréales. C'est de cette manière que l'on entretient la faim dans le monde. Un véritable scandale ! Mais il faut bien comprendre que la situation est artificielle, car la production agricole globale dépasse les besoins en nourriture de la population mondiale. L'agriculture intensive n'est donc pas légitime à mes yeux, et une utilisation plus rationnelle des ressources permettrait de mieux répondre aux véritables besoins des gens. Par exemple, le développement de l'élevage industriel conduit à produire trop de viande, d'abord destinée aux pays riches. Pour nourrir ces animaux, nous consacrons une part toujours plus importante des surfaces cultivables. Celles-ci ne servent donc pas à alimenter en priorité les populations.

L'agriculture paysanne et familiale, parce qu'elle est consacrée en priorité à des productions vivrières, est le seul mode d'exploitation qui permet d'approvisionner le monde entier ; et son rendement est élevé, quoi qu'en disent ses détracteurs. Parce qu'il offre aussi de nombreux emplois partout dans le monde, c'est ce type d'exploitation qu'il faut favoriser.

Dans le système agricole actuel, les petites fermes sont éliminées par la concurrence déloyale des grosses structures qui obligent de plus en plus souvent les paysans à devoir renoncer à travailler

leurs terres. Pour les concurrencer sur le terrain de l'agriculture intensive, le petit agriculteur doit investir beaucoup d'argent et s'endetter auprès des banques. Ses frais sont donc très élevés. Or, ses recettes sont extrêmement aléatoires : une année, la récolte peut être mauvaise ; celle d'après, les prix peuvent plonger... Des aléas qui entraînent de nombreuses faillites.

Et cela ne concerne pas que le tiers-monde : je suis très préoccupé par l'avenir des paysans d'Europe de l'Est, qui sont encore nombreux. J'entends tout faire pour que ces petites structures perdurent, car on a besoin d'elles pour nourrir la planète. **C'est pourquoi je m'investis beaucoup en Roumanie, depuis quelques années.**

En outre, l'agriculture industrielle est liée à l'économie pétrolière. Il faut 2,5 tonnes de pétrole pour fabriquer une tonne d'engrais de synthèse ! **Autant dire que si nous continuons sur cette voie, la pénurie alimentaire guette pour de bon : à terme, par défaut de pétrole, nous n'aurons même plus de quoi doper artificiellement les sols. Il ne restera plus que des terres autrefois fertiles et totalement polluées.** Cependant, tout espoir n'est pas perdu.

L'agriculture paysanne, elle, n'est pas dépendante à ce point des pesticides, insecticides, engrais et autres produits chimiques dérivés du pétrole qui empoisonnent la nature et les êtres humains. Elle peut se développer même à partir de terres polluées. Il est possible, la plupart du temps, de désintoxiquer les sols gorgés d'engrais chimiques. Cela commence par la plantation de légumineuses, qui ont la propriété de purger les sols. Ensuite, il faut favoriser la prolifération bactérienne, etc. C'est un processus très long. Le mieux étant, bien sûr, d'arrêter de gas-

pillier une ressource aussi rare que la terre arable. C'est plus dur si, comme en Algérie par exemple, les sols fertilisés par les limons sont en train de disparaître, bétonnés par l'extension de l'urbanisation.

L'agroécologie diminue les coûts d'exploitation

En partant de l'observation de l'agriculture, la nécessité de changer de principe d'organisation de la société devient évident. Alors que l'accumulation de biens est condamnée par les limites de notre planète, il faut éviter les gaspillages, relocaliser les productions et la consommation. Bien sûr, à partir du moment où les besoins locaux sont satisfaits, les échanges avec des zones plus lointaines peuvent se développer. Autour de ces idées simples, je me suis attaché à développer celle de la « sobriété heureuse ». Le bonheur de la retenue est une force et une garantie contre l'aliénation que nous impose la doctrine de l'accumulation. **Grâce à ce principe de modération, avec ma femme, nous avons pu élever nos cinq enfants tout en gagnant mieux notre vie que des agriculteurs qui disposaient de grosses structures de production.** Lorsque nous nous sommes installés sur notre ferme en Ardèche, non loin d'Aubenas, il y avait autour cinq autres exploitations. Maintenant ce ne sont plus que des sols en friche : les fermes ont été emportées par un cycle sans fin d'investissements coûteux et de prix agricoles aléatoires. Tout le monde nous avait prédit un destin funeste : une ferme n'était pas viable sur des terres aussi maigres et aussi reculées. Notre projet était non rentable. Cela se serait vérifié si nous avions adopté un mode d'exploitation conventionnel, dépendant du pétrole. Au contraire, nous avons fondé notre activité sur le respect de l'environnement et des savoirs traditionnels. Nos investissements étant

TOUS DES COLIBRIS. Convaincu que la coalition des engagements individuels peut transformer la société, Pierre Rabhi fonde en 2008 le mouvement des Colibris, pour multiplier et mutualiser les expériences locales respectueuses de la nature et de l'humain (www.colibris-lemouvement.org).



faibles, nos coûts d'exploitation étaient facilement couverts par notre production. Ainsi, nous avons pu, petit à petit, améliorer le rendement de nos terres. Pour ma femme et moi, c'était une évidence. Nous sommes « retournés » à la terre en 1961, parce que nous refusions l'idéologie dominante qui rend l'homme contingent dans la société. Nous voulions garder la dimension poétique et spirituelle de la vie. Aussi nous est-il apparu logique de nous rapprocher de la nature par le travail de la terre.

Je ne connaissais rien à l'agriculture, et comme la banque exigeait avant tout prêt que j'acquière une compétence technique, je suis devenu ouvrier agricole. Là, j'ai vu l'usage massif des pesticides, des semences industrielles sélectionnées, de la mécanisation à outrance. J'ai découvert les nuisances induites par ce mode de production. J'ai été à deux doigts de raccrocher : c'était ça l'agriculture ? Cela n'avait pas de sens d'abandonner notre travail à Paris pour nous retrouver à nouveau aliénés. Je refusais d'empoisonner la nature, l'eau, la terre... Heureusement, j'ai fait la rencontre, grâce à l'association des Maisons familiales rurales pour la formation, de la biodynamie, une pratique fondée sur le respect des

↑ Paysan et philosophe, Pierre Rabhi est né en 1938 dans une oasis algérienne. Pionnier de l'agriculture écologique, il est reconnu dans le monde pour son action en faveur de la sécurité alimentaire et contre la désertification. Il a notamment publié « La Sobriété heureuse » (Actes Sud, 2010).

ressources naturelles et des processus vitaux, qui permet de produire plus et mieux en se passant des produits chimiques.

Mais la « sobriété heureuse » n'est pas seulement le fait de devenir des agriculteurs biologiques, il s'agit surtout de résister à l'aliénation. Nous entendons chaque jour la petite chanson selon laquelle la modernité aurait libéré l'être humain, mais la réalité, c'est qu'il y a un petit nombre de nouveaux suzerains à la tête de la planète, qui accaparent les richesses créées par le travail de tous. Notre mode de vie sobre nous a aussi permis de dégager du temps pour les loisirs comme la musique ou la littérature, mais aussi pour aider les paysans du tiers-monde, un engagement que nous avons adopté dès notre installation, il y a 45 ans. Aujourd'hui, quand je croise quelqu'un qui me dit l'Afrique est pauvre, je lui réponds : non, c'est le continent le plus riche ! L'Afrique dispose de tout ce dont les Africains ont besoin : des minerais, des terres arables, des forêts, etc. Il y a même des choses aussi inutiles que les diamants ou l'or. Le continent est dix fois plus grand que l'Inde, pour une population bien moins nombreuse. Le drame, c'est que la production vivrière, qui lui a permis de se développer à travers les siècles, a été remplacée durant les dernières décennies par des cultures d'exportation à destination de l'Occident : le coton, le cacao, le café, etc. Les paysans africains ont été projetés dans le marché mondial, au détriment de leur souveraineté alimentaire.

Il y a plusieurs décennies, nous avons reçu à la ferme un agriculteur de Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina-Faso. Il était très intrigué car nous n'utilisons pas d'engrais, de pesticides ni de fongicides chimiques. Nous fertilisons le sol avec de l'humus produit à partir des déchets de la ferme que nous faisons fermenter en réunissant le fumier, les pailles après la moisson et de l'eau. Nous avons établi un protocole pour mener cette fermentation afin qu'elle fasse naître des bactéries – plus d'un milliard d'organismes

L'AGROÉCOLOGIE. Technique de revitalisation des sols par la reconstitution d'humus. Respectueuse de la nature, elle promeut une utilisation sobre de l'eau et n'a recours qu'aux énergies douces locales. La production est dynamisée par la culture simultanée sur les lopins de plantes aux fonctions complémentaires, et par l'entretien d'un petit cheptel qui fournit une fumure naturelle.

vivants par gramme –, qui donnent à ce compost la propriété de régénérer les sols. C'est comme si l'on ensemencait une terre maigre avec une nouvelle « flore intestinale », ce qui remet en route le métabolisme des sols. En outre, le compost peut retenir dix fois son poids en eau, évitant aux sols maigres d'être lessivés par la pluie. Par ailleurs, nous cultivons déjà en laissant des terres en jachère pour qu'elles se reposent. Sur les surfaces cultivées, nous associons des plantes pour qu'elles se fortifient mutuellement et nous changeons de types de production avec le temps. Tout cela permet à la terre de se régénérer. Notre invité de Haute-Volta nous a alors parlé des sécheresses qui avaient détruit le couvert végétal du Sahel. Une fois mis à nu, le sol s'était érodé, faisant encore maigrir la terre et forçant les paysans à migrer vers les villes. **Nous pouvions aider les populations locales. Nous nous sommes donc rendus dans son pays pour y présenter notre méthode de production. Les paysans ont vu le résultat.** Nous avons ouvert un centre de formation à Gorom-Gorom, au nord du pays. Je formais des paysans chargés de diffuser à leur tour cette méthode à travers la brousse. Entretemps, Thomas Sankara est parvenu à la tête du pays, en 1983. Devant le succès, le nouveau dirigeant burkinabé m'a chargé de mettre au point un plan national de développement de l'agriculture avec pour but d'améliorer le rendement des sols, tout en diminuant les importations d'engrais chimiques. Thomas Sankara avait compris que l'agriculture devait être la priorité des priorités, mais ce projet n'a pas été mené à bien après son assassinat en 1987. Il est pourtant grand temps que l'agriculture, dans ce pays comme ailleurs, soit prise en compte à la hauteur des enjeux qu'elle représente pour nos sociétés.]

Propos recueillis par Olivier Vilain / Photo David Paul Carr

100 000

C'est le nombre de paysans du Burkina-Faso qui pratiquent la fertilisation organique, technique promue par les 900 agronomes et vulgarisateurs ruraux formés au centre de Gorom-Gorom créé en 1985 par Pierre Rabhi. De nombreuses associations continuent de propager ces savoirs à travers l'Europe de l'Est, le Maghreb et l'Afrique.

L'accès à l'alimentation est encore soumis au droit du plus fort

Sophie Bessis

Le but du système économique actuel est absurde : il consiste, en effet, à faire arriver sur les tables et dans les armoires du consommateur occidental le maximum de produits possible au plus bas coût possible. Sa seule finalité est de faire consommer encore et toujours plus. L'hyperconsommation est devenu un fait de culture. Or, ce système commence à s'épuiser, et il faut penser autrement les problèmes auxquels la planète est confrontée. Mais on ne produit, bien sûr, que pour les gens solvables. La sous-alimentation et la malnutrition n'ont pas été éliminées. Pour analyser le phénomène des pénuries, on ne peut s'inté-

resser uniquement aux problèmes de production.

La question de la distribution est essentielle, puisque l'on constate que, même dans les pays les plus riches du monde, il y a des gens qui ont faim. Il va donc falloir non seulement produire plus, mais aussi distribuer mieux. Les deux préoccupations vont de pair.

Nous sommes, en effet, toujours dans une période d'accroissement démographique. Selon les estimations, le monde devrait compter deux milliards d'individus supplémentaires d'ici à 40 ans. Notre planète est certes en mesure de produire suffisamment pour nourrir la totalité de ses habitants, mais



← Sophie Bessis est chercheuse à l'Institut des relations internationales et stratégiques. Historienne, spécialiste du Maghreb, elle est entre autres auteur de « Dedans, Dehors » (2010) et de, sans doute le plus connu, « L'arme alimentaire » (1979).

RÉVOLUTIONS VERTES

Semences performantes, chimie, irrigation : l'agriculture a fait un bond spectaculaire avec la « Révolution verte » de 1960 à 1990. Dans les pays du Sud qui ont fortement accru leur production, les famines ont disparu mais pas la malnutrition, et de nouveaux problèmes surgissent : ce modèle est très énergivore et menace les écosystèmes.

pas à n'importe quel prix. Quelle est la nature des problèmes alimentaires actuels ? Tout d'abord, certaines régions du monde ne produisent pas assez pour nourrir leur population. La cause peut être un manque de ressources, une difficulté agricole ou bien une mauvaise gestion de l'agriculture. Les changements climatiques modifient aussi les données dans des régions pauvres. Cela est déjà visible dans la ceinture intertropicale. Il faut aussi tenir compte du point crucial de l'accès à l'eau. En dehors des problèmes de production, certaines agricultures ne sont pas forcément organisées dans le but d'assurer la satisfaction des besoins des populations. La nourriture est parfois mal distribuée ou affectée à des usages qui ne concernent pas directement l'alimentation humaine. La consommation de viande, par exemple, s'accroît considérablement, car elle accompagne l'augmentation du niveau de vie dans de nombreux pays. Or, la production de viande est dévoreuse de céréales : il faut 4 à 12 calories végétales pour produire une calorie animale. La déperdition est énorme. Un phénomène plus récent est l'utilisation de végétaux pour la production de carburants. Nous sommes entrés dans un système où cette utilisation concurrence réellement l'alimentation humaine. Aujourd'hui, quelque 60 % du maïs des États-Unis sont destinés à la fabrication de carburant. D'énormes surfaces agricoles ne sont plus consacrées à l'alimentation.

Dans certains pays qui ne produisent pas assez, le système agricole est en cause : il a été délaissé ou il est inadapté aux besoins. Les paysans y souffrent de la faim, ce qui peut paraître paradoxal puisque ce sont eux qui produisent la nourriture. La région soudano-sahélienne, par exemple, cumule les déficits de production quantitatifs et qualitatifs, depuis des décennies. Le rendement des céréales à l'hectare est inférieur à la tonne alors qu'il dépasse la dizaine de tonnes en France ou aux États-Unis. Cette situation résulte historiquement de la ponction effectuée sur les paysannes pour les besoins de la construction des appareils d'État. Depuis un demi-siècle, les

termes de l'échange intérieur ont été presque systématiquement défavorables aux paysans. Les régions rurales survivent dans un équilibre précaire qui est mis à mal par les aléas du climat et l'accroissement démographique. Certes, quelques pays ont investi. Mais l'agriculture a été développée selon un modèle inadapté aux besoins dans des zones réduites, qui consomme énormément de capitaux et d'intrants tout en recourant peu à la main d'œuvre. Calqué sur le système productiviste occidental, il fournit des produits chers et ne nourrit pas les paysans, puisqu'il ne les emploie pas. Pourtant, avec moins de moyens et plus de volonté, on aurait pu simultanément augmenter leurs revenus et la production.

Les paysans sont privés de débouchés locaux

Il n'est pas nécessaire de copier aveuglément le modèle productiviste pour obtenir des rendements meilleurs. Un doublement ou un triplement serait suffisant pour nourrir la population de ces pays. Hélas, le système des échanges mondiaux bouleverse la donne. Les grands pays agricoles disposent de surplus massivement subventionnés, qu'ils exportent, et qui inondent les marchés tiers. Résultat : les paysans locaux sont privés de leurs débouchés. C'est ainsi que la filière avicole sénégalaise a été détruite par les importations des poulets européens il y a quelques années. Une autre question se pose : certains pays sont obligés d'importer pour répondre à l'évolution des habitudes alimentaires de leur population alors qu'ils produisent globalement assez de nourriture. C'est le cas par exemple du Mali autosuffisant en mil, mais qui achète du riz et du blé, céréales plus facilement transformables.

L'agriculture fonctionne dans un système mondialisé biaisé puisqu'il est régulé par les plus puissants. Les pays occidentaux en ont une vision à géométrie variable : ils imposent aux pays du Sud une ouverture totale de leurs marchés, mais restent très protectionnistes pour eux-mêmes. C'est pourquoi des pays, comme le Brésil, demandent une ouverture totale de tous les marchés, car ils pensent être en capacité de concurrencer les producteurs du Nord. D'autres, comme l'Inde, estiment qu'il est impossible d'assurer la survie de millions de paysans sans une certaine dose de protectionnisme agricole. Un fait est certain : l'agriculture de nombreuses régions du Sud ne peut se développer qu'à l'abri d'un système protégeant leurs producteurs comme en ont organisé les pays de l'Union européenne ou les États-Unis, lorsqu'ils se sont eux-mêmes développés. L'abolition totale

des barrières douanières signifie la mort, au sens propre, de la petite paysannerie. L'évolution de l'agriculture des pays en développement pose donc la question des modèles. Les « révolutions vertes » des années 1960 ont obtenu des résultats grâce à un recours massif aux semences améliorées, aux intrants et à l'irrigation. Cela a permis de mettre fin aux grandes famines asiatiques liées à des pénuries de denrées – alors que les famines actuelles sont davantage dues à des raisons politiques. Mais des effets pervers ont été observés de façon différée : les paysans les plus pauvres n'ont pas bénéficié de ces révolutions, les sols s'épuisent et l'irrigation a aussi des effets négatifs (grands barrages, salinisation, épuisement des ressources). Aujourd'hui, aucun des décideurs du système ne réfléchit véritablement à un modèle différent de l'agriculture industrielle. Cela ne va pas plus loin qu'un peu de « greenwashing » dans les discours, l'utilisation de valeurs écologiques sans justification. Le petit nombre de personnes qui essaie de penser sérieusement à d'autres méthodes parle de « révolution doublement verte » : il faut utiliser des méthodes plus productives tout en étant respectueuses des écosystèmes, afin d'augmenter la production pour nourrir deux milliards d'humains de plus dans quelques décennies.

Les solutions possibles passent par l'abandon de la monoculture là où elle existe. L'uniformisation des productions et des variétés présente des risques, par exemple le développement de maladies endémiques. Il est possible de revenir aux cultures associées, à l'assolement, à la jachère, aux engrais organiques et à l'utilisation de protections contre les prédateurs des cultures, sans recours à des épandages chimiques massifs. Il est aussi nécessaire de développer des variétés plus rustiques. Hélas, la recherche n'a jamais vraiment tenté d'améliorer l'alimentation des pauvres. Elle est

CHANTAGE. La faim pour mater les populations du Sud. Dès les années 1970, dans « L'Arme alimentaire », Sophie Bessis cite un futur ministre des États-Unis : « L'arme alimentaire est la plus importante dont nous disposons pour maintenir la paix dans le monde. » Le choix d'un modèle agricole déterminait alors la capacité de résistance des pays au chantage.

plutôt destinée à produire la pomme la plus grosse et la plus brillante possible pour des consommateurs « riches ». Il est nécessaire de relocaliser pour maintenir une agriculture paysanne au Sud, mais aussi dans les pays du Nord. Cela permet de diminuer l'empreinte écologique liée au transport qui a des conséquences sur le changement climatique. Les pays riches ont vécu en moins d'une génération un important changement culturel vis-à-vis de l'alimentation : le système productiviste à bas coûts et la quasi gratuité du transport mondial ont offert quantité de produits à bas prix, toute l'année, en Europe et aux États-Unis, mais sans se soucier de la destruction des emplois, de l'environnement et de l'éloignement de la production. Le résultat est que le travail des agriculteurs n'est plus assez rémunéré. La course à la production au plus bas coût possible entraîne forcément la baisse de la qualité de l'alimentation.

La nouvelle arme alimentaire

Favoriser la démocratie, c'est donner aux gens la maîtrise du savoir. Aujourd'hui, tout est fait pour que le consommateur n'ait pas conscience de la traçabilité des filières de production. Il existe toujours une arme alimentaire, mais elle a changé de nature depuis les années 1970. Des mécanismes conduisent à affamer des gens, même si ce n'est pas toujours volontaire. Par exemple, les systèmes de subventions destinés à rentabiliser l'agriculture du Nord ruinent les paysans du Sud. L'Alena*, l'accord de libre-échange nord-américain, est en train de détruire la petite agriculture paysanne du Mexique. **Hélas, la faim et la misère abjecte et absolue ne sont pas des moteurs de révolte, mais plutôt de résignation. En Inde, les paysans qui n'arrivent pas à s'en sortir ne trouvent pas d'autre issue que le suicide. L'histoire montre que les soulèvements sont toujours menés par des populations qui commencent à sortir de la misère. Quand on manifeste, c'est qu'on a encore le sentiment qu'on est capable de changer les choses comme le montrent les mouvements actuels dans les pays arabes.** L'expression « émeutes de la faim » a toujours été employée pour désigner, en fait, des mouvements contre la vie chère. C'est le blocage de l'ascenseur social qui provoque le mécontentement. La question de la nourriture n'est qu'une partie du problème. Décevoir les espoirs des populations a toujours des conséquences. ■

Propos recueillis par Laurent Urfer / Photo David Paul Carr
* *Traité de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique entré en vigueur en 1994.*

Coûteuse viande

Le système agricole ne peut produire assez de viande pour nourrir tous les habitants de la planète, comme dans les pays riches. Pour obtenir une calorie de viande, il faut dépenser 4 calories végétales pour du porc, et 11 pour du bœuf. Un Mexicain consomme 30 kilos de viande par an, un Chinois près de 50 kilos et un Français plus de 100 kilos.

Le monde change avec la solidarité du Secours populaire



SECOURS POPULAIRE

↑ Au Bénin, les villageois des Aguégués, près de Porto-Novo, diversifient leur alimentation et surveillent la croissance des enfants, avec le SPF et son partenaire local, le CAEB.

Des partenaires sur tous les continents

Les actions du Secours populaire en France sont bien connues du grand public. En revanche, on ignore fréquemment que les bénévoles agissent partout dans le monde : en 2010, le SPF a soutenu 203 actions et projets dans 45 pays de tous les continents, avec l'appui de 114 partenaires locaux. En moyenne, l'association soutient chaque année quelque 150 projets dans une cinquantaine de pays.



SPF

L'action internationale dès l'origine



SPF

Il est également peu notoire que le volet international de ses interventions a été l'un des piliers de son action dès la naissance du mouvement en 1945. Les aides internationales du Secours populaire ont ainsi traversé différentes périodes historique au contexte géopolitique marqué. Ainsi, alors que les mouvements d'indépendance et les processus de décolonisation agitent la

période qui suit la Seconde Guerre mondiale, l'urgence internationale est souvent guidée par l'exigence de respect des libertés fondamentales. Le SPF aide des familles démunies de républicains espagnols, fait campagne contre les violences qui embrasent Madagascar, en faveur de la grâce de prisonniers politiques au Vietnam ou de la défense des « insoumis » du contingent français dès 1954 pendant la guerre d'Algérie.

Du Sahel au Chili

Fort déjà d'une expérience de deux décennies à l'étranger, le SPF décide dès 1971 d'intensifier son aide dans les régions dites du tiers monde auprès des populations touchées par la précarité, la pauvreté, les catastrophes naturelles ou les conflits. C'est à cette époque que sont lancées, entre autres, les opérations « 100 000 arbres pour le Sahel » pour le renforcement de la sécurité alimentaire et la santé, ou encore « un bateau pour le Chili », « un bateau pour le Liban », etc. En 1977, le SPF lance sa première campagne annuelle pour la solidarité internationale sous le thème « nourrir, soigner, instruire », lignes forces de son approche aujourd'hui encore.

Les Médecins du Secours populaire, « corps » créé en 1980, interviennent aussi bien en France qu'à l'étranger, comme lors du



SPF



Eric Prinvaux

← Le Secours populaire est intervenu auprès des Indonésiens, des Thaïlandais (photo), des Sri Lankais et des Indiens après le tsunami de 2004.



SPF

tremblement de terre d'El Asnam en Algérie, en Palestine... dès qu'une aide sanitaire d'urgence est nécessaire.

Présent lors des grandes catastrophes

Le SPF se mobilise depuis toujours lors des grands drames humanitaires, comme l'explosion d'un réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl (1986), le tsunami en Asie du Sud-Est (2004), l'ouragan Katrina sur la Nouvelle-Orléans (2006), le tremblement de terre en Haïti (2010), la triple catastrophe japonaise de 2011 (séisme, tsunami, accident nucléaire de Fukushima), etc. L'association intervient aussi régulièrement en situation de conflit – Tchétchénie (1999-2002), Gaza (2009), frontière Égypte-Libye (2011).

Engagé pour durer

Si le Secours populaire a montré sa capacité à mobiliser très rapidement son réseau à l'occasion des crises humanitaires, il ne professe pas l'intervention d'urgence comme mode exclusif de son action. Le SPF privilégie une approche de solidarité dans le long terme et fondée sur le partenariat avec des associations ou mouvements locaux, dans le but de mieux cerner les besoins des populations qui en bénéficient mais aussi de donner



Jérôme Deyva

les meilleures chances de succès aux programmes. Par exemple, le SPF chemine depuis cinq décennies avec le peuple malgache, ou encore depuis les tremblements de terre de 1972 et 1979 avec les peuples nicaraguayen et salvadorien.



Lily Franey

Gisèle Rabesahala, soixante ans de solidarité

Gisèle Rabesahala était une personnalité familière du Secours populaire. Elle s'est éteinte le 27 juin dernier. Figure citoyenne emblématique de Madagascar, elle s'engage dans la lutte pour l'indépendance de son pays après l'insurrection de 1947 contre le colonisateur français. Elle n'a que 19 ans, et fondera deux ans plus tard le Comité de solidarité malgache pour venir en aide aux détenus politiques et à leurs familles. Gisèle Rabesahala deviendra même une figure politique de premier plan, première femme élue au suffrage universel au conseil municipal d'Antananarivo, puis ministre des Arts et de la Culture révolutionnaires de 1977 à 1989. Au début des années 1990, elle réoriente le Comité de solidarité malgache vers l'aide sociale aux plus démunis. Réputée pour une fidélité intransigeante à ses idéaux, elle était membre des Raïamandreny Mijoro, conseil de sages observateurs de la vie du pays.

↑ L'association KnK et le Secours populaire sont intervenus en urgence après la triple catastrophe de mars 2011, au Japon.

Intervention en toutes circonstances

Le Secours populaire professe aussi une solidarité internationale « sans frontière ». Ses interventions le mènent aussi bien dans des pays pauvres que riches (Japon, États-Unis), ou encore dans des zones difficilement accessibles en raison de situations politiques délicates comme au Myanmar (Birmanie). Le SPF, par sa capacité à travailler en étroite coopération avec des agences des Nations unies, avec les autorités nationales, régionales et locales, est par ailleurs l'une des seules organisations françaises de solidarité internationale à avoir développé des actions et des échanges avec des partenaires de la société civile chinoise ou nord-coréenne. Parmi les milliers d'actions menées depuis plus de 60 ans, l'alimentation est un axe de solidarité primordial. Il s'agit de renforcer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance des populations : développement d'une agriculture vivrière destinée en priorité à satisfaire les besoins des communautés, respect de

l'environnement, accès à l'eau, organisation collective des communautés paysannes, etc. Le SPF promeut aussi des programmes d'activités génératrices de revenus (centres de formation, ateliers artisanaux, etc.) et de production d'énergie, mais aussi de la pérennité de petites structures sanitaires, par exemple. L'accès à la santé, à l'école, à l'éducation et à la formation est un autre axe de l'aide internationale du SPF.

Reconnaissance et participation internationales

Le Secours populaire dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations unies. Il est membre d'organisations internationales comme International Land Coalition, Voice, collectif de coopération des ONG dans l'urgence, le Comité français de solidarité internationale (CFSI) ou le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID). Il est aussi représenté à Coordination Sud et au Comité PECO (Pays d'Europe centrale et orientale).

Patrick Piro

Copain du monde

Les enfants sont les bienvenus au Secours populaire. Ils forment le mouvement Copain du monde qui participe à des actions de solidarité aussi bien en France qu'à l'étranger. Parmi leurs récentes actions d'envergure, ils ont collecté pour aider à la construction de l'école de Rivière-Froide, dans la banlieue de Port-au-Prince, en Haïti, qui a été inaugurée en mai 2011. Pour suivre l'actualité des copains du monde, rendez-vous sur le site copaindumonde.org.



J.-C. Bardot/Le bar floral, photographie

Action dans la corne de l'Afrique

Près de 12 millions de personnes étaient menacées par une grave crise alimentaire au début de l'été 2011. Une sécheresse suivie d'une envolée des prix des denrées alimentaires créaient une situation d'urgence. Dès le 16 août, le Secours populaire réalisait sa première distribution d'aide à Djibouti pour 5 000 personnes, des réfugiés somaliens et des Djiboutiens victimes de la sécheresse. L'intervention du Secours populaire est réalisée avec l'association djiboutienne Bender Djedid – qui intervient dans les camps de réfugiés somaliens depuis avril 2011 – et grâce au réseau euroméditerranéen auquel appartient le SPF.



SPF

Le SPF présent partout en France

Chiffres

Le Secours populaire est un mouvement de solidarité et d'aide auprès des plus démunis. En 2010, il a répondu aux besoins de 2,3 millions de personnes, notamment en situation d'urgence pour l'alimentation (1,35 million), les vêtements (510 000), l'hébergement (77 000), les soins (150 000), ou pour faire face à une situation de détresse exceptionnelle. Il accompagne aussi les personnes en situation de précarité pour des conseils juridiques, la recherche d'un emploi, la scolarité et l'éducation, l'ouverture de divers droits (santé, logement, etc.). Le Secours populaire se mobilise aussi pour offrir des vacances à ceux qui ne partent pas – le cas d'un enfant sur trois en France –, et pour faciliter l'accès à la culture, aux loisirs, au sport à plusieurs centaines de milliers de personnes par an. En 2010, le SPF a notamment permis à 145 000 personnes de partir (environ 350 000 journées de vacances), et a offert un Noël de fête à plus de 300 000 familles, enfants et personnes âgées.

Droits de l'homme

Le SPF agit dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il ne dépend d'aucun courant de pensée politique ou religieux, l'indépendance est une valeur cardinale de ses interventions, qu'il détermine selon ses seules orientations internes, notamment grâce à l'autonomie financière permise par les collectes de son réseau de plus de 80 000 bénévoles.

Des milliers de relais

Le Secours populaire œuvre avec ses 98 fédérations départementales, 1 256 permanences (accueil et solidarité, relais santé), 640 comités et 568 antennes. Le mouvement d'enfants « Copains du monde », créé par le SPF en 1992, contribue à cette solidarité internationale, avec aujourd'hui près de 75 clubs en France.

Liens européens

2010, déclarée « année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », aura été particulièrement active pour le SPF. Le mouvement s'est mobilisé sur deux temps forts : l'accueil d'enfants d'Europe, pour les vacances ainsi qu'à l'occasion du rendez-vous « Soleils d'Europe » sur le Champ-de-Mars à Paris, rallié par 40 000 enfants français et 3 000 venus d'Europe ; et la Rencontre européenne des jeunes, à Paris, avec 200 jeunes délégués. Le SPF met l'accent sur les problèmes d'une jeunesse de plus en plus précarisée. Des dizaines de milliers de jeunes s'engagent également auprès du SPF pour soutenir ses actions.

Partenariat

L'année passée a également vu se renforcer le partenariat du SPF avec des entreprises, des fondations d'entreprise et des institutions dont le soutien est indispensable à la réalisation d'opérations de solidarité (près de 50 en 2010), dont certaines de grande envergure (village de vacances, chasse aux œufs de Pâques, etc.).



→ Chasse aux œufs et solidarité mondiale avec Copain du monde, à Orléans.



Jérôme Deya

→ L'air des vacances à la Journée des oubliés, à Cabourg, en 2011.



Eric Primvault

→ Le basketteur Tony Parker avec les enfants du SPF au village Kinder.



Eric Primvault

Je veux aider

Bénévole et fier de l'être, rejoignez le Secours populaire
01 44 78 21 00
www.secourspopulaire.fr

80 000 bénévoles mettent en œuvre la solidarité au quotidien. En France, dans le monde entier. Auprès de jeunes, de retraités, de familles, auprès de ceux que la détresse n'épargne pas. Avec chaleur, générosité, responsabilité. Alors, pourquoi pas vous ?

La loi Informatique et Libertés du 6/1/78 vous permet d'exercer vos droits d'accès, de rectification et de suppression aux données personnelles vous concernant, en vous adressant au siège de notre association qui est la seule destinataire des informations que vous lui adressez.



Je fais un don

15 euros 30 euros
 50 euros autre somme

En tant que donateur, je recevrai gratuitement « Convergence », le magazine d'information du Secours populaire, sauf avis contraire de ma part.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Ville _____
Code postal _____

Vous recevrez un reçu qui vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 75 % du montant de votre don dans la limite de 495 euros de votre revenu imposable. Au-delà vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de votre don dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

Je m'abonne à Convergence

10 euros (abonnement simple)
 23 euros (abonnement de soutien)
 autre somme

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Ville _____
Code postal _____

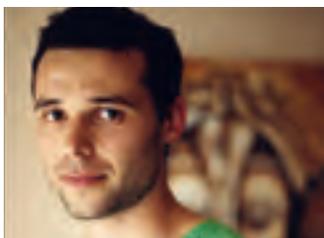
Bon à retourner avec votre chèque au :
Secours populaire français, 9-11 rue Froissant
75140 Paris Cedex 03 - CCP 23 33 S Paris

Si vous déménagez, envoyez à l'adresse ci-dessus votre dernière étiquette-adresse pour éviter toute interruption dans l'envoi de « Convergence ».

Des dizaines de personnes ont témoigné dans les précédents numéros d'«Alerte pauvreté». Leur situation et leur parole vous ont peut-être touchés. Voici des nouvelles de quelques-unes d'entre elles.

Bertrand, Christopher, Asskar, Fabien, Anaïs, Farah

Des nouvelles des jeunes



Sebastien Le Clézio

Fabien

La situation professionnelle du jeune Limousin s'est arrangée après une formation de conducteur d'engin à Égletons. Avant l'été, il étudiait des propositions d'embauche pour travailler dans l'extraction de matières premières à des milliers de kilomètres de la Creuse. Contrat stable et salaire conséquent. Il est confiant.



O. Pasquiers/Le bar Floreal, photographie

Anaïs

Anaïs est plus que jamais, bénévole au Génepi, une des associations qui donne des cours en prison. Elle n'a pas l'intention d'arrêter de si tôt. L'étudiante regrette que l'accès aux prisons soit si compliqué, surtout pour les nouveaux. Elle cherche des volontaires à Lorient.

112

Bertrand

Coordinateur du SPF en Seine-Saint-Denis, Bertrand est un bénévole plus que jamais engagé de l'association Appel solidarité enfants du Cameroun, pays où il vient de passer plusieurs semaines. Le projet d'organisation d'une « journée des oubliés des vacances » se précise pour 2012 avec les 30 enfants du foyer de Nkolandom et peut-être des jeunes du Secours populaire dans le cadre d'un voyage solidaire.

Christopher

Après avoir trouvé un boulot d'été avec le coup de pouce du Secours populaire de Chaville, Christopher a décroché un contrat à durée indéterminée. Denise, bénévole, l'a croisé récemment dans les rayons du supermarché où il travaille. Elle est ravie de voir Christopher en forme, mais s'inquiète pour la relève au SPF de Chaville: elle aimerait voir arriver des jeunes, même s'il s'agit de retraités de fraîche date.

CONVERGENCE

Octobre 2011

Journal du SPF - 9 rue Froissart 75140 Paris Cedex 03.
Tél. 01 44 78 21 00. Commission paritaire n°0214H4415.
Issn 0293 3292. Impression : IPS Pacy. Photographie : Panchno.
Régie publicitaire : Mistral Média. Dépôt légal : octobre 2011.
Ce numéro a été tiré à 270 000 exemplaires et comporte un encart commercial Aubusson jeté en 4^e de couverture sur 90 000 exemplaires et un supplément à « Convergence » n° 318 « Mondialisons la solidarité » sur la totalité du tirage.

Directeur de la publication : Robert Olivier.

Comité de rédaction : Gilbert Avril, Gisèle Bosquet, Philippe Briand, Héliane Bury, Camille Guérin, Susana Henriquez, Pierre Kneubulher, Julien Lauprêtre, Thierry Mazabraud, Olivier Vilain, Ghislaine Povinha, Hamid Rezaï, Dany Saint-Amans, Guy Scat, Laurent Urfer.

Ce numéro a été conçu, maqueté et dirigé artistiquement par JBA (Philippe Bissières, Héliane Laforêt-Thibault, Héliane Bury et Wilma Traldi. Ont participé à la rédaction : Laurent Urfer, rédacteur en chef ; Patrick Piro, rédacteur en chef adjoint ; Laurent Ballouhey, rédacteur ; Stéphanie Barzasi, chef de rubrique ; Patrick Kamenka ; Dario Viana ; Olivier Vilain, chef de rubrique ; ainsi que Florence Raynal, Secrétaire de rédaction et révision ; Alexandra de Panafieu et Régine Riva.

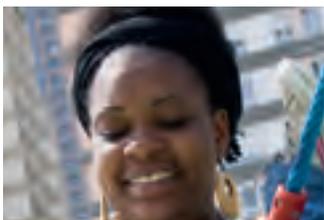
Remerciements : Un grand merci à toutes les personnes qui ont accepté de témoigner, aux membres du Secours populaire et des associations partenaires dans le monde. Merci pour leur gentillesse et leur disponibilité à Ahmedou, de Ghassrem, en Mauritanie ; aux équipes française et haïtienne d'Enfants-Soleil ; à Adel Azzabi, Borthen Abicou, Taoufik Ben Abdallah, Mouhieddine Cherbit et à la Voix de l'enfant, en Tunisie ; à Charlotte Roux et Yang Jun de l'association Madafu, à Pékin et à Baoji, en Chine ; aux Salvadoriens Hugo, Jesus et Josefina de la Fundesyrum, et à Roberto Armando Arriola, de l'Ista, pour son explication du programme agricole gouvernemental ; merci enfin à Karl Wiese, du SPF, pour son aide en Allemagne.



Julian Renard

Asskar

«**Nous n'avons pas changé,** comme dirait Julio! Toujours les mêmes énergumènes!», rassurent Mohamed Bouatrous, dit Kasar Alkaïd, et Khaled Berkat, dit CK/Cocktail Kholotoff, du groupe de hip-hop mulhousien Asskar. «Nous bouclons les derniers morceaux de notre nouveau set de scène, puis nous démarcherons les salles de concert du coin.»



Jérôme Devia

Farah

Farah a accouché de son deuxième enfant en février 2011 : c'est un garçon prénommé Terry. Elle a raté le concours d'aide-soignante qui se déroulait quelques semaines après, mais compte bien le repasser. Pour l'été, la jeune maman a repris l'intérim et avait prévu de commencer une formation d'auxiliaire de vie de dix mois dès la rentrée.





Chaque semaine,

l'essentiel

**de la presse
internationale**

dans



Chez votre marchand de journaux